



## **RAPPORT DE GESTION POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET DOUZE MOIS TERMINÉES LE 31 DÉCEMBRE 2013**

*Le rapport de gestion de Supremex Inc. (la « Société ») qui suit, daté du 19 février 2014, doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférents pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 joints à ce rapport de gestion. Ces états financiers consolidés de la Société ont été préparés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). L'exercice de la Société se termine le 31 décembre. La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien. Les montants par action sont calculés à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour les périodes de trois et douze mois closes le 31 décembre 2013.*

*Le présent rapport contient des énoncés prospectifs. Se reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs » pour en savoir davantage sur les risques, les incertitudes et les hypothèses relatifs à ces énoncés. En plus de nos résultats présentés selon les IFRS, ce rapport de gestion peut contenir d'autres mesures non conformes aux IFRS. Les termes utilisés pour désigner les mesures non conformes aux IFRS incluent, entre autres, le « BAIIA » et d'autres expressions similaires. Les mesures non conformes aux IFRS sont utilisées afin de fournir des mesures de performance additionnelles à la direction et aux investisseurs. Toutefois, les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs et ne devraient pas être considérées comme des mesures de remplacement de performance financière préparées selon les IFRS. Se reporter aux rubriques « Définition du BAIIA et des mesures non conformes aux IFRS » et « Principales informations financières consolidées » pour le rapprochement du BAIIA et du résultat net.*

### **Survol**

Supremex est le plus grand fabricant et distributeur au Canada d'une vaste gamme d'enveloppes génériques et personnalisées et de produits connexes. Seul fabricant national d'enveloppes au Canada, Supremex compte sept installations manufacturières situées dans six provinces et environ 525 employés. Cette présence nationale lui permet de fabriquer des produits qui répondent aux exigences de grands clients nationaux, comme des sociétés canadiennes importantes, des revendeurs nationaux et des organismes publics, de même que des marchands de papier et des fournisseurs de processus et de solutions.

## **Faits saillants et rendement global de 2013**

Les produits d'exploitation du quatrième trimestre de 2013 se sont établis à 33,6 millions de dollars contre 33,7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012, et à 129,0 millions de dollars pour l'exercice 2013 comparativement à 131,9 millions de dollars pour la période comparative de 2012. Cette baisse est expliquée par une diminution du nombre d'unités vendues.

Le BAIIA au quatrième trimestre de 2013 s'est élevé à 6,7 millions de dollars comparativement à 7,1 millions de dollars pour la période équivalente de 2012 (redressé – voir note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2013). Au cours de l'exercice 2013, le BAIIA s'est élevé à 25,1 millions de dollars, sans tenir compte du gain de 2,8 millions de dollars provenant des amendements de 2013 des régimes de retraite à prestations déterminées, comparativement à 24,6 millions de dollars (redressé – voir note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2013) dans la période comparative de 2012. L'augmentation du BAIIA est expliquée par les mesures de réduction de coûts mises en œuvre en 2012.

Le résultat net du quatrième trimestre de 2013 s'est élevé à 2,7 millions de dollars contre 3,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 (redressé – voir note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2013). Pour l'exercice 2013, le résultat net s'est élevé à 11,5 millions de dollars, comparativement à une perte de 19,6 millions de dollars (redressé – voir note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2013) pour la période comparative de 2012. La hausse du résultat net est expliquée par l'impact de la dépréciation du goodwill de 28,9 millions de dollars enregistrée en 2012.

Le résultat net par action s'est élevé à 0,09 \$ au cours du quatrième trimestre de 2013 comparativement à 0,10 \$ pour le quatrième trimestre de 2012 et à 0,40 \$ pour l'exercice 2013 comparativement à une perte par action de 0,67 \$ pour la période comparative de 2012 (redressé – voir note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2013). L'augmentation du résultat net par action est expliquée principalement par la dévaluation du goodwill de 2012.

En novembre 2013, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,04 \$ par action, en hausse de 33,3 % comparativement au dividende déclaré l'an dernier, suite aux résultats du quatrième trimestre de 2012.

Au cours de l'exercice 2013, la Société a remboursé un montant total de 12,0 millions de dollars sur ses facilités de crédit garanties.

Les régimes de retraite ont bénéficié d'un redressement impressionnant de leur situation financière.

## **Facteurs clés ayant une incidence sur les activités**

Les résultats opérationnels et la situation financière de la Société sont soumis à de nombreux risques et incertitudes et sont assujettis à divers facteurs hors du contrôle de la direction. Se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » pour en savoir davantage sur ces risques.

## Sommaire des résultats trimestriels

Les produits d'exploitation de Supremex sont soumis aux variations saisonnières de ses clients en matière de publicité et d'envoi de courrier. Le nombre d'unités vendues par Supremex est généralement plus élevé au cours de l'automne et de l'hiver en raison, principalement, du nombre accru d'envois postaux liés à des événements tels que la rentrée scolaire, les collectes de fonds, la période des Fêtes et celle des déclarations d'impôt. Le nombre d'unités vendues par Supremex est en revanche généralement plus faible au cours du printemps et de l'été en prévision d'un ralentissement des envois de courrier des entreprises durant l'été. Par conséquent, les produits d'exploitation et le rendement financier de Supremex pour un trimestre donné ne sont pas nécessairement représentatifs des produits d'exploitation et du rendement financier qui peuvent être prévus pour l'exercice complet. Pour que la production demeure efficace, Supremex utilise toutefois la superficie d'entreposage de manière à garder un niveau de stock permettant de répondre aux variations saisonnières prévisibles des volumes de vente d'enveloppes.

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats opérationnels trimestriels de la Société pour les périodes du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2013.

(en milliers de dollars, à l'exception des montants par action)

	<b>31 déc. 2013</b>	30 sept. 2013	30 juin 2013	31 mars 2013	31 déc. 2012 <sup>(2)</sup>	30 sept. 2012 <sup>(2)</sup>	30 juin 2012 <sup>(2)</sup>	31 mars 2012 <sup>(2)</sup>
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits d'exploitation	<b>33 583</b>	29 776	31 941	33 666	33 737	30 703	31 831	35 604
BAIIA <sup>(1)</sup>	<b>6 714</b>	5 370	6 130	9 765	7 094	6 089	5 122	6 303
Résultat avant impôts sur le résultat	<b>3 548</b>	2 166	3 307	6 423	3 873	(25 973)	1 590	3 444
Résultat net	<b>2 737</b>	1 577	2 462	4 755	2 981	(26 271)	1 161	2 484
Résultat net par action	<b>0,10</b>	0,05	0,09	0,16	0,10	(0,90)	0,04	0,09

<sup>(1)</sup> Voir la rubrique « Définition du BAIIA ». Le BAIIA n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS. Par conséquent, le BAIIA peut ne pas être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs.

<sup>(2)</sup> Redressé suite à l'adoption de la nouvelle norme comptable IAS 19 *Avantages du personnel* tel que décrit dans la note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

En ne tenant pas compte des derniers trimestres de 2013 et 2012 et des variations saisonnières, les produits d'exploitation ont diminué au cours des six précédents trimestres principalement à cause du recul du volume vendu au Canada en raison du déclin du marché de l'enveloppe ainsi que de la force relative du dollar canadien. Les résultats du troisième trimestre de 2012 sont attribuables à la dépréciation du goodwill de 28,9 millions de dollars enregistrée imputable à la baisse de volume dans l'industrie de l'enveloppe en Amérique du Nord qui était plus importante qu'anticipée.

**Principales informations financières consolidées**  
(en milliers de dollars, à l'exception des montants par action)

	Périodes de trois mois closes le 31 décembre			Périodes de douze mois closes le 31 décembre		
	2013	2012 <sup>(2)</sup>	2011	2013	2012 <sup>(2)</sup>	2011
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>33 583</b>	33 737	36 699	<b>128 966</b>	131 875	143 892
Charges opérationnelles	<b>22 707</b>	22 258	24 441	<b>85 471</b>	90 359	97 298
Frais de vente et d'administration	<b>4 162</b>	4 385	4 826	<b>15 516</b>	16 909	18 145
<b>BAIIA <sup>(1)</sup></b>	<b>6 713</b>	7 094	7 432	<b>27 979</b>	24 607	28 449
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>875</b>	916	853	<b>3 575</b>	3 499	4 398
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>1 541</b>	1 541	1 541	<b>6 164</b>	6 164	6 164
Perte (gain) à la cession d'immobilisations corporelles	<b>15</b>	—	86	<b>(58)</b>	(18)	400
Dépréciation du goodwill	—	—	—	—	28 862	—
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>4 283</b>	4 637	4 952	<b>18 298</b>	(13 900)	17 487
Frais de financement	<b>735</b>	764	992	<b>2 854</b>	3 167	5 975
<b>Résultat avant les impôts sur le résultat</b>	<b>3 548</b>	3 873	3 960	<b>15 444</b>	(17 067)	11 512
Impôts sur le résultat	<b>811</b>	892	1 010	<b>3 913</b>	2 578	3 197
<b>Résultat net</b>	<b>2 737</b>	2 981	2 950	<b>11 531</b>	(19 645)	8 315
Résultat net de base et dilué par action	<b>0,09</b>	0,10	0,10	<b>0,40</b>	(0,67)	0,28
Dividende déclaré par action	<b>0,04</b>	0,03	0,03	<b>0,13</b>	0,12	0,09
Total de l'actif	<b>126 754</b>	129 565	166 841	<b>126 754</b>	129 565	166 841
Facilités de crédit garanties	<b>38 000</b>	50 000	54 177	<b>38 000</b>	50 000	54 177

<sup>(1)</sup> Se reporter à la rubrique « Définition du BAIIA ».

<sup>(2)</sup> Redressé suite à l'adoption de la nouvelle norme comptable IAS 19 *Avantages du personnel* tel que décrit dans la note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

**Résultats opérationnels**

***Trimestre clos le 31 décembre 2013 par rapport au trimestre clos le 31 décembre 2012***

*Produits d'exploitation*

Les produits d'exploitation pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 se sont établis à 33,6 millions de dollars comparativement à 33,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2012, ce qui représente une diminution de 0,1 million de dollars ou 0,5 %. La diminution des produits d'exploitation est principalement due à la baisse des unités vendues au Canada et aux États-Unis, contrebalancée par une composition des ventes favorable causant une hausse des prix de vente moyens aux États-Unis.

Les produits tirés des ventes au Canada ont diminué de 0,3 million de dollars ou 1,1 %, passant de 30,9 millions de dollars à 30,6 millions de dollars, tandis que les produits tirés des ventes aux États-Unis ont augmenté de 0,2 million de dollars ou 6,8 %, passant de 2,8 millions de dollars à 3,0 millions de dollars.

La diminution des produits tirés des ventes au Canada découle d'une baisse de 5,1 % des unités vendues combinée partiellement par l'amélioration du prix de vente moyen causée par un changement dans la composition des produits. La baisse du nombre d'unités vendues s'est ressentie principalement dans les marchés des organismes publics.

L'augmentation des produits tirés des ventes aux États-Unis résulte d'une hausse de 5,2 % du prix de vente moyen contrebalancée par une baisse du nombre d'unités vendues. La baisse du nombre d'unités vendues s'est ressentie principalement dans le marché du publipostage.

#### *Charges opérationnelles*

Les charges opérationnelles pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 se sont établies à 22,7 millions de dollars comparativement à 22,3 millions de dollars pour la même période en 2012, ce qui représente une hausse de 0,4 million de dollars ou 2,0 %. La hausse est principalement attribuable à l'impact de la faiblesse du dollar canadien. Par conséquent, il y a eu érosion de la marge brute causant une diminution du profit brut comparativement à la période comparable de 2012.

#### *Frais de vente et d'administration*

Les frais de vente et d'administration se sont établis à 4,2 millions de dollars pour la période de trois mois close le 31 décembre 2013 comparativement à 4,4 millions de dollars pour la même période en 2012, ce qui représente une diminution de 0,2 million de dollars ou 5,1 %. La baisse est principalement attribuable à la diminution des charges salariales.

#### *BAIIA*

En raison des éléments susmentionnés, le BAIIA pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 s'est élevé à 6,7 millions de dollars par rapport à 7,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2012, ce qui représente une diminution de 0,4 million de dollars ou 5,4 %.

#### *Amortissement*

La dotation aux amortissements pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 s'est élevée à 2,4 millions de dollars par rapport à 2,5 millions de dollars pour la période comparable de 2012, ce qui représente une baisse de 0,1 million de dollars ou 1,7 %.

#### *Frais de financement*

Les frais de financement pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 se sont élevés à 0,7 million de dollars comparativement à 0,8 million de dollars pour la période comparable de 2012, imputable à la réduction du niveau d'endettement en 2013 contrebalancée par une baisse du gain à l'évaluation d'instruments financiers dérivés.

#### *Résultat avant les impôts sur le résultat*

En raison des éléments susmentionnés, le résultat avant les impôts sur le résultat s'est élevé à 3,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 comparativement à 3,9 millions de dollars pour la période comparable de 2012, représentant une diminution de 0,4 million de dollars ou 8,4 %.

### *Charge d'impôts sur le résultat*

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2013, la Société a enregistré une charge d'impôts sur le résultat de 0,8 million de dollars comparativement à 0,9 million de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2012, représentant une diminution de 0,1 million de dollars ou 9,1 %. La baisse est imputable à un résultat plus bas en 2013.

### *Résultat net*

En raison des éléments susmentionnés, le résultat net pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 s'est établi à 2,7 millions de dollars comparativement à 3,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2012, ce qui représente une diminution de 0,3 million de dollars ou 8,2 %.

### *Autres éléments du résultat global*

La hausse du taux d'actualisation de l'obligation au titre des prestations constituées ainsi qu'un rendement supérieur au rendement attendu sur les actifs ont généré des gains actuariels nets pour un montant de 12,7 millions de dollars. Cette variation a eu une incidence sur les autres éléments du résultat global et le déficit de la Société.

### ***Période de douze mois close le 31 décembre 2013 par rapport à la période de douze mois close le 31 décembre 2012***

#### *Produits d'exploitation*

Les produits d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 se sont établis à 129,0 millions de dollars comparativement à 131,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, ce qui représente une diminution de 2,9 millions de dollars ou 2,2 %. La diminution des produits d'exploitation est principalement due à la baisse du nombre d'unités vendues au Canada contrebalancée partiellement par la hausse du nombre d'unités vendues aux États-Unis.

Les produits tirés des ventes au Canada ont diminué de 3,5 millions de dollars ou 3,0 %, passant de 120,3 millions de dollars à 116,8 millions de dollars, tandis que les produits tirés des ventes aux États-Unis ont augmenté de 0,6 million de dollars ou 5,9 %, passant de 11,6 millions de dollars à 12,2 millions de dollars.

La diminution des produits tirés des ventes au Canada découle d'une baisse de 4,9 % des unités vendues contrebalancée partiellement par une hausse du prix de vente moyen. La baisse du nombre d'unités vendues s'est ressentie principalement dans les marchés des revendeurs nationaux, des sociétés canadiennes importantes et du publipostage.

L'augmentation des produits tirés des ventes aux États-Unis résulte d'une hausse de 12,1 % des unités vendues contrebalancée par une détérioration du prix de vente moyen. L'augmentation du nombre d'unités vendues s'est ressentie principalement dans les marchés des entreprises, contrebalancée légèrement par le déclin dans le marché du publipostage.

### *Charges opérationnelles*

Les charges opérationnelles pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 se sont établies à 85,5 millions de dollars comparativement à 90,4 millions de dollars pour la même période en 2012, ce qui représente une diminution de 4,9 millions de dollars ou 5,4 %. La baisse est principalement attribuable à l'incidence des amendements des régimes de retraite à prestations déterminées qui, dans un premier temps, a réduit depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les prestations de retraite anticipée et de raccordement, générant un gain non monétaire et non récurrent de 2,1 millions de dollars. De plus, des mesures de réduction de coûts mises en vigueur en 2012 ont entraîné une réduction des coûts en 2013.

La marge brute a augmenté en 2013 comparativement à 2012, attribuable au gain sur les amendements des régimes à prestations déterminées. En excluant ce gain, la marge brute est demeurée relativement stable.

### *Frais de vente et d'administration*

Les frais de vente et d'administration se sont établis à 15,5 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 comparativement à 16,9 millions de dollars pour la même période en 2012, ce qui représente une diminution de 1,4 million de dollars ou 8,2 %. La baisse est principalement attribuable à une baisse de la charge de rémunération, incluant l'incidence des amendements des régimes à prestations déterminées qui réduit depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 les prestations de retraite anticipée et de raccordement générant un gain non monétaire et non récurrent de 0,7 million de dollars, à l'effet de la conversion, pour le service futur, des régimes à prestations déterminées en régimes à cotisations déterminées pour une économie de 0,2 million de dollars ainsi que certaines dépenses non récurrentes engagées en 2012.

### *BAIIA*

En raison des éléments susmentionnés, le BAIIA pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 s'est élevé à 28,0 millions de dollars par rapport à 24,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, ce qui représente une augmentation de 3,4 millions de dollars ou 13,7 %.

### *Amortissement*

La dotation aux amortissements pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 est demeurée stable à 9,7 millions de dollars.

### *Dépréciation du goodwill*

Aucune charge ne fut enregistrée en 2013. Une dépréciation du goodwill de 28,9 millions de dollars a été enregistrée au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

### *Frais de financement*

Les frais de financement se sont élevés à 2,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 comparativement à 3,2 millions de dollars pour la période comparable de 2012, ce qui représente une diminution de 0,3 million de dollars ou 9,9 % imputable à la réduction du niveau d'endettement contrebalancée par une baisse du gain à l'évaluation de l'instrument financier dérivé.

### *Résultat avant les impôts sur le résultat*

En raison des éléments susmentionnés, le résultat avant les impôts sur le résultat s'est élevé à 15,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 comparativement à une perte de 17,1 millions de dollars pour la période comparable de 2012, représentant une augmentation de 32,5 millions de dollars, engendrée par la dépréciation du goodwill de 2012.

### *Charge d'impôts sur le résultat*

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Société a enregistré une charge d'impôts sur le résultat de 3,9 millions de dollars comparativement à 2,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, représentant une augmentation de 1,3 million de dollars ou 51,8 %. La hausse est imputable en partie à la dépréciation du goodwill déductible aux fins fiscales en 2012 combinée au résultat plus élevé en 2013.

### *Résultat net*

En raison des éléments susmentionnés, le résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 s'est établi à 11,5 millions de dollars comparativement à une perte de 19,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, ce qui représente une augmentation de 31,2 millions de dollars.

### *Autres éléments du résultat global*

Le rendement supérieur au rendement attendu sur les actifs des régimes de retraite à prestations déterminées de la Société combiné à la hausse du taux d'actualisation de l'obligation au titre des prestations constituées ont généré des gains actuariels nets pour un montant de 20,2 millions de dollars. Ces variations ont eu une incidence sur les autres éléments du résultat global et le déficit de la Société.

### **Transactions entre parties liées**

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Société a reçu, dans le cours normal de ses activités, des services d'un actionnaire important, Clarke Inc., et de ses filiales pour un montant de 239 493 \$ (2012 117 891 \$).

### **Information sectorielle**

La Société exerce actuellement ses activités dans un seul secteur d'activité, soit la fabrication et la vente d'enveloppes. Au 31 décembre 2013, les actifs non courants de la Société totalisaient 94,4 millions de dollars au Canada et 0,8 million de dollars aux États-Unis comparativement à 94,9 millions de dollars et 0,8 million de dollars respectivement au 31 décembre 2012.

Au Canada, les produits d'exploitation de la Société se sont élevés à 30,6 millions de dollars et à 116,8 millions de dollars pour les périodes de trois et douze mois closes le 31 décembre 2013 comparativement à 30,9 millions de dollars et 120,3 millions de dollars pour les périodes comparables de 2012, représentant une diminution de 0,3 million de dollars ou 1,1 % et de 3,5 millions de dollars ou 3,0 % respectivement. Aux États-Unis, les produits d'exploitation de la Société se sont élevés à 3,0 millions de dollars et à 12,2 millions de dollars pour les périodes de trois et douze mois closes le 31 décembre 2013 comparativement à 2,8 millions de dollars et 11,6 millions de dollars pour les périodes comparables de 2012, représentant une augmentation de 0,2 million de dollars ou 6,8 % et de 0,6 million de dollars ou 5,9 % respectivement.

## Situation de trésorerie et sources de financement

### *Activités opérationnelles*

Des flux de trésorerie de 13,3 millions de dollars ont été générés par les activités opérationnelles durant l'exercice clos le 31 décembre 2013 par rapport à des flux de trésorerie de 13,7 millions de dollars durant la période comparable de 2012. La diminution des flux de trésorerie nets des activités opérationnelles est principalement due à la baisse de la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement contrebalancée partiellement par la hausse des résultats avant les éléments hors trésorerie.

La hausse du fonds de roulement au 31 décembre 2013, excluant la trésorerie, comparativement au 31 décembre 2012 provient principalement des dettes fournisseurs et charges à payer plus basses, compte tenu du calendrier d'émission des paiements aux fournisseurs contrebalancée par une hausse des créances clients.

### *Activités d'investissements*

Les flux de trésorerie utilisés dans les activités d'investissement se sont élevés à 1,1 million de dollars durant l'exercice clos le 31 décembre 2013 comparativement à 2,2 millions de dollars durant la période comparable de 2012, une baisse de 1,1 million de dollars résultant de l'acquisition d'immobilisations corporelles moindre.

### *Activités de financement*

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, les flux de trésorerie utilisés dans le cadre d'activités de financement se sont élevés à 15,8 millions de dollars comparativement à 9,0 millions de dollars dans la période comparable de 2012, une hausse de 6,8 millions de dollars résultant principalement de remboursements des facilités de crédit plus élevés, qui ont totalisé 12,0 millions de dollars en 2013.

### *Sommaire de la situation de trésorerie et des sources de financement*

La capacité de Supremex à générer des flux de trésorerie des activités opérationnelles, de même que sa capacité d'emprunt sous les facilités de crédit en place, devraient lui permettre d'obtenir des liquidités suffisantes pour combler ses besoins anticipés pour les projets existants et futurs. De plus, la Société considère la vente de ses deux propriétés dans le cadre d'une cession-bail.

## Obligations contractuelles et arrangements hors bilan

Le tableau qui suit présente les obligations contractuelles de la Société au 31 décembre 2013 :

*(en milliers de dollars)*

	Total	Paiements à verser par exercice		
		2014	2015	2016 et exercices suivants
Facilités de crédit garanties	38 000	4 750	33 250	—
Contrats de location simple	6 010	1 578	1 425	3 007
<b>Total</b>	<b>44 010</b>	<b>6 328</b>	<b>34 675</b>	<b>3 007</b>

La Société n'a aucun autre arrangement hors bilan.

## **Financement**

Les facilités de crédit garanties de la Société consistent en une facilité de crédit renouvelable de 15 millions de dollars (20 millions de dollars au 31 décembre 2012) et une facilité d'emprunt à terme d'un montant de 38 millions de dollars (45 millions de dollars au 31 décembre 2012).

Comme permis dans la convention de crédit, la Société a demandé l'annulation de la facilité de crédit pour acquisitions et dépenses d'immobilisations de 25 millions de dollars, octroyée en date du 22 février 2013. Aucun montant n'était prélevé sur cette facilité de crédit à cette date. En date du 7 août 2013, la facilité de crédit d'exploitation renouvelable d'un montant de 20 millions de dollars a été réduite à 15 millions de dollars, comme demandé par la Société. À cette date, un montant de 5 millions de dollars était prélevé sur cette facilité de crédit.

La facilité de crédit renouvelable peut être affectée au refinancement des facilités de crédit existantes, au fonds de roulement et aux fins générales de Supremex. La facilité de crédit renouvelable et la facilité d'emprunt à terme viennent à échéance le 4 novembre 2015. La facilité d'emprunt à terme est remboursable par versements de capital trimestriels de 1 187 500 \$. De plus, la Société devra effectuer annuellement un remboursement de capital d'un montant égal à 50 % de ses flux de trésorerie annuels excédentaires, tel qu'il est défini dans la convention de crédit, si le ratio dette/BAIIA est supérieur à 2,50, ou 25 % advenant le cas où le ratio dette/BAIIA soit entre 2,50 et 2,00. Aucun remboursement additionnel de capital n'est requis si le ratio dette/BAIIA est inférieur à 2,00, ce qui était le cas en 2013.

Les facilités portent intérêt à un taux variable fondé sur le taux préférentiel canadien ou le taux des acceptations bancaires, chacun majoré des marges applicables. Au 31 décembre 2013, le taux d'intérêt sur les facilités de crédit renouvelables et d'emprunt à terme était de 3,53 %. Au 31 décembre 2013, la Société respectait toutes les clauses restrictives de ses facilités de crédit.

Au 14 janvier 2011, Supremex Inc. a conclu un swap de taux d'intérêt d'un montant de 30 millions de dollars pour payer un taux fixe de 2,84 % jusqu'au 14 janvier 2016, excluant la marge applicable.

Les facilités de crédit sont garanties par une hypothèque et une sûreté réelle couvrant la totalité des actifs existants et futurs de la Société et de ses filiales.

## **Structure du capital**

Au 19 février 2014, Supremex avait 28 960 867 actions ordinaires en circulation.

## **Instruments financiers**

### *Risque de taux d'intérêt et risque de change*

Les facilités de crédit de la Société portent intérêt à un taux variable qui donne lieu au risque que son résultat et ses flux de trésorerie puissent subir l'incidence négative de la variation des taux d'intérêt. Au 14 janvier 2011, Supremex Inc. a conclu un swap de taux d'intérêt d'un montant de 30 millions de dollars pour payer un taux fixe de 2,84 % jusqu'au 14 janvier 2016, excluant la marge applicable.

La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis, ce qui donne lieu au risque que son résultat et ses flux de trésorerie subissent l'incidence défavorable de la variation du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien. Une partie des produits d'exploitation de Supremex est générée en dollars américains et une partie importante des charges de Supremex, notamment une partie des coûts du papier et d'autres matières premières ainsi que certains investissements en capital, sont engagées en dollars américains. De plus, Supremex tire une partie de ses produits d'exploitation de ventes réalisées en dollars canadiens à certains clients pour qui le prix de vente est sensible à la concurrence américaine. L'exposition nette au dollar américain a diminué en 2013 par suite de la baisse des achats faits en dollars américains (se reporter à la rubrique « Facteurs de risque »). La trésorerie, les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent des soldes libellés en dollars américains à la fin de l'exercice.

#### *Juste valeur*

La juste valeur des instruments financiers de la Société est décrite à la note 21 afférente aux états financiers consolidés audités de la Société, pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

#### **Faits saillants de la situation financière**

*(en milliers de dollars)*

	<b>31 décembre 2013</b>	<b>31 décembre 2012</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Fonds de roulement	<b>11 080</b>	10 215
Total de l'actif	<b>126 754</b>	129 565
Total des facilités de crédit garanties	<b>37 583</b>	49 356
Capitaux propres	<b>65 623</b>	37 907

Au 31 décembre 2013, la Société a généré un actif au titre des prestations de retraite constituées de 8,2 millions de dollars comparativement à une obligation au titre des prestations de retraite constituées de 21,9 millions de dollars en 2012. Cette amélioration résulte d'un rendement exceptionnel sur investissements combiné à une augmentation des taux d'intérêt et, dans un moindre degré, de l'impact des amendements des régimes de retraite à prestations déterminées, qui ont réduit les prestations de retraite anticipée et de rattachement.

Supremex verse des dividendes trimestriels à ses actionnaires au gré du conseil d'administration. Le dividende déclaré et payé au cours du quatrième trimestre de 2013 a été de 1 158 435 \$ ou 0,04 \$ par action. Les autres paiements de dividendes ayant été effectués en 2013 ont été déclarés et payés à un taux de 0,03 \$ par action.

#### **Contrôles de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Conformément au Règlement 52-109 – *Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la Société a produit des attestations signées par le président et chef de la direction et par le vice-président, finances, qui, entre autres choses, font un rapport sur la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que sur la conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

La direction a conçu les contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants la concernant sont portés à la connaissance du président et chef de la direction et du vice-président, finances, en particulier dans la période au cours de laquelle les documents annuels sont préparés. Le président et chef de la direction et le vice-président, finances, ont procédé à une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société et ont conclu, d'après leur évaluation, que ces contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces en date du 31 décembre 2013.

La direction a également conçu un contrôle interne à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers à des fins externes selon les IFRS. Le président et chef de la direction et le vice-président, finances, ont procédé à une évaluation de l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière et ont conclu, d'après leur évaluation, que ce contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace en date du 31 décembre 2013. Afin de procéder à leur évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président, finances ont utilisé les critères énoncés par le *Committee of Sponsoring Organizations* (« COSO ») de la *Treadway Commission* dans la publication intitulée *Internal Control – Integrated Framework*.

Finalement, il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui soit survenu au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 et qui ait eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

### **Principales méthodes comptables et estimations**

La Société prépare ses états financiers selon les IFRS, ce qui oblige la direction à faire des estimations, à poser des jugements et à formuler des hypothèses qui, de l'avis de la direction, sont raisonnables compte tenu des renseignements disponibles. Ces estimations, jugements et hypothèses ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels aux dates des états financiers ainsi que sur les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes visées. Les principaux éléments qui exigent l'utilisation par la direction d'estimations se rapportent à la juste valeur implicite du goodwill, à l'établissement de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge dans le cadre de regroupements d'entreprises, au calcul des prestations de retraite et d'autres avantages sociaux, à la durée d'utilité de certains actifs aux fins de l'amortissement ainsi qu'à l'évaluation de la valeur de recouvrement nette, aux impôts sur le résultat et à l'établissement de la juste valeur des instruments financiers. La direction fonde ses estimations sur les résultats passés et des hypothèses qui sont jugés raisonnables dans les circonstances. La direction procède en outre à l'évaluation de ses estimations de manière continue. L'incidence sur les états financiers de tout changement à ces estimations au cours des périodes futures pourrait être importante et serait comptabilisée dans la période au cours de laquelle le changement est apporté.

Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 2 afférente aux états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Les méthodes que la Société juge les plus critiques pour bien comprendre et évaluer ses résultats financiers présentés comprennent les éléments suivants :

### *Immobilisations incorporelles et goodwill*

Les immobilisations incorporelles et le goodwill résultent de regroupements d'entreprises comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le coût d'acquisition est réparti entre les actifs nets sous-jacents acquis, en fonction de leurs justes valeurs estimatives respectives. Dans le cadre de ce processus de répartition, la Société doit identifier les immobilisations incorporelles acquises et leur attribuer une valeur et une durée d'utilité estimatives. Cette façon de faire repose sur de nombreuses estimations et hypothèses significatives concernant les projections de flux de trésorerie, le risque économique et le coût moyen pondéré du capital.

Ces estimations et hypothèses permettent d'établir le montant à attribuer aux autres immobilisations incorporelles identifiables et au goodwill, ainsi que la période d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables à durée définie. Si les événements ou résultats futurs diffèrent de ces estimations et hypothèses de manière défavorable, la Société risque de devoir augmenter ultérieurement la dotation aux amortissements et les pertes de valeur dans le futur.

Au 31 décembre 2013, la Société a effectué un test de dépréciation du goodwill au moyen de la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie selon les meilleures estimations de la direction, lesquelles se fondent sur la ligne de conduite prévue de la Société à la lumière de l'évolution du marché. La Société n'a constaté aucune dépréciation de la valeur comptable du goodwill. La Société continuera de surveiller les conséquences relatives aux changements du marché.

#### *Méthode d'évaluation*

La Société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie pour déterminer la juste valeur d'utilité de l'unité génératrice de flux de trésorerie. De plus, depuis le dernier test annuel de dépréciation, la Société n'a pas apporté de changement à la méthode d'évaluation utilisée pour évaluer la dépréciation du goodwill.

#### *Hypothèses significatives*

L'approche basée sur les produits est basée sur la valeur des flux de trésorerie futurs qu'une entreprise générera. La méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie, qui a été utilisée en date du 31 décembre 2013, nécessite de prévoir les flux de trésorerie et de les actualiser. Le processus d'actualisation utilise un taux de rendement qui correspond au risque rattaché aux activités de la Société ou à l'actif et tient compte de la valeur temporelle de l'argent. Cette approche nécessite des hypothèses relativement à la croissance ou la décroissance des produits d'exploitation, des marges bénéficiaires, des taux d'imposition et des taux d'actualisation.

#### Croissance ou décroissance des produits d'exploitation

Les hypothèses utilisées étaient fondées sur le budget interne de la Société. La Société a prévu les produits d'exploitation, les marges bénéficiaires et les flux de trésorerie sur une période de quatre ans qui reflètent la demande décroissante et a, par la suite, utilisé un taux de déclin perpétuel à long terme. Afin de déterminer ces projections, la Société s'est fondée sur l'expérience, les tendances économiques de même que les tendances de l'industrie et du marché.

## Taux d'actualisation

La Société a présumé un taux d'actualisation avant impôts afin de calculer la valeur actuelle de ses flux de trésorerie prévus. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») pour des sociétés comparables œuvrant dans des secteurs semblables. Le CMPC est une estimation du taux de rendement global requis sur un placement en titres de créance et de capitaux propres et sert de point de départ pour établir un taux d'actualisation approprié. La détermination du CMPC requiert une analyse séparée du coût des titres de capitaux propres et de créance, et considère une prime de risque basée sur une évaluation des risques liés aux prévisions des flux de trésorerie.

Les hypothèses clés utilisées lors du test de dépréciation étaient les suivantes :

	<b>Hypothèses</b>
Taux d'actualisation avant impôts	17,8 %
Taux d'imposition	26,0 %
Taux de déclin perpétuel	3,0 %

### *Sensibilité*

Lors du test de dépréciation le plus récent, si le taux d'actualisation avait augmenté de 5,8 %, ou si le taux de déclin perpétuel avait augmenté de 4,9 %, la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie aurait été égale à la valeur comptable, au 31 décembre 2013.

### *Avantages sociaux*

La Société parraine des régimes à prestations définies qui offrent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi à l'intention des membres du personnel visés. Le calcul de la charge et des obligations liées aux avantages sociaux fait appel à des hypothèses, notamment le taux d'actualisation pour évaluer les obligations, le taux de mortalité prévu, l'âge prévu de la retraite, le taux attendu d'augmentation des salaires et le taux d'évolution du coût des soins de santé. Puisque le calcul de la charge et des obligations liées aux avantages sociaux nécessite le recours à de nombreuses hypothèses, les valeurs établies lors du processus d'évaluation actuarielle comportent un élément d'incertitude. Les résultats réels différeront des résultats estimatifs découlant de ces hypothèses.

### *Hypothèses significatives :*

Taux d'actualisation de l'obligation au titre des prestations constituées	4,80 %
Taux d'actualisation de la charge de retraite nette	3,90 %
Taux de croissance de la rémunération	3,25 %

## Taux d'actualisation

Au 31 décembre 2013, nous avons utilisé la méthode de la *Courbe de taux d'actualisation comptable de ICA de Fiera Capital*, ce qui est conforme à la méthodologie suggérée dans la Note éducative *Hypothèse relative au taux d'actualisation comptable en matière de régimes de retraite et de régimes d'avantages sociaux postérieurs à l'emploi*. Pour la Société, une hausse ou une baisse de 0,25 % du taux d'actualisation aurait comme effet de diminuer ou d'augmenter l'obligation au titre des prestations d'environ 3,4 millions de dollars au 31 décembre 2013.

## Taux d'augmentation des salaires

Les augmentations de salaires futurs sont basées sur les taux d'inflation futurs attendus.

## Évolution des coûts médicaux

Le calcul de l'évolution des coûts médicaux repose sur l'expérience actuarielle relative aux demandes de prestations médicales de la Société, ainsi que sur une projection des coûts médicaux sur les périodes à venir. Le taux moyen d'évolution des coûts médicaux retenu pour 2013 est de 8,0 %, taux qui diminue graduellement pour atteindre 5,0 % en 2024. Une variation d'un point de pourcentage dans les taux tendanciels hypothétiques du coût des soins de santé n'aurait aucun effet important.

## *Impôts sur le résultat*

La Société comptabilise une charge d'impôts sur le résultat pour chaque juridiction fiscale où elle exerce ses activités. Toutefois, le montant réel de la charge d'impôts sur le résultat est connu en définitive après la production de la déclaration fiscale et son acceptation par les autorités fiscales, soit après la publication des états financiers. En outre, pour estimer la charge d'impôts, nous tenons compte de la probabilité de recouvrer les actifs d'impôt différé en nous fondant sur notre capacité à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes, avant leur échéance, contre les bénéfices imposables futurs. L'estimation se fonde sur les lois fiscales en vigueur et sur les bénéfices imposables futurs estimatifs. Si les estimations diffèrent de la déclaration fiscale finale, le résultat d'une période ultérieure pourrait être touché.

La Société est assujettie à l'imposition dans de nombreuses administrations fiscales. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs est incertaine dans le cadre normal des activités. La Société maintient des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée les risques liés aux positions fiscales faisant l'objet de discussions, de vérifications, de différends ou d'appels auprès des autorités fiscales, ou qui sont autrement incertaines. Ces provisions au titre des positions fiscales incertaines sont établies à l'aide des meilleures estimations du montant qui devrait être payé, en se fondant sur une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. La Société réévalue ces provisions à la fin de chaque période afin de voir si le montant est adéquat. Cependant, il se peut qu'une provision supplémentaire découle de vérifications effectuées ultérieurement par les autorités fiscales compétentes. Lorsque le règlement définitif d'un enjeu fiscal donne lieu à une cotisation fiscale différente de la charge d'impôts comptabilisée initialement, l'écart est comptabilisé dans la charge d'impôts de la période où le règlement définitif a lieu.

Le taux d'impôt effectif de 2013 de la Société correspondait à 25,3 % de son résultat avant impôts sur les résultats.

## **Nouvelles normes comptables**

Au cours du premier trimestre de 2013, la Société a adopté les nouvelles normes suivantes, publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») ou par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC »).

### *IFRS 13, Évaluation de la juste valeur*

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (l'« IFRS 13 »). L'IFRS 13 favorise la constance et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'application de cette méthode d'évaluation et les informations à fournir lorsque l'évaluation de la juste valeur est utilisée dans le référentiel IFRS.

### *IAS 1, Présentation des états financiers*

En juin 2011, l'IASB a amendé l'IAS 1, *Présentation des états financiers* (l'« IAS 1 »). Cet amendement de l'IAS 1 a comme objectif d'améliorer la présentation des éléments composant les autres éléments du résultat global.

### *IAS 19, Avantages du personnel*

En juin 2011, l'IASB a amendé l'IAS 19, *Avantages du personnel* (l'« IAS 19 »). Cet amendement de l'IAS 19 a pour but d'améliorer la comptabilisation et d'accroître les obligations d'information pour les régimes de retraite à prestations définies. L'adoption de ces amendements a été appliquée rétroactivement avec redressement des états financiers consolidés des périodes précédentes (voir note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2013).

Plusieurs autres nouvelles normes et amendements entrent en vigueur pour la première fois en 2013. Par contre, elles n'ont aucune incidence sur les états financiers consolidés annuels de la Société.

### ***Récentes prises de position comptables***

#### *IFRS 9, Instruments financiers*

En octobre 2010, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (l'« IFRS 9 »). L'IFRS 9, qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, établit les principes de présentation de l'information financière pour les actifs et les passifs financiers afin de présenter des informations utiles et pertinentes aux utilisateurs des états financiers aux fins de leur évaluation des montants, du calendrier et de l'incertitude des flux de trésorerie futurs d'une entité.

En décembre 2011, l'IASB a reporté la date d'application de l'IFRS 9 aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

La Société a entrepris d'évaluer les incidences de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

### **Événement récent**

Le 19 février 2014, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,04 \$ par action ordinaire, payable le 14 mars 2014 aux porteurs inscrits à la fermeture des bureaux le 28 février 2014.

### **Facteurs de risque**

Les résultats opérationnels, les perspectives d'affaires et la situation financière de Supremex sont soumis à un certain nombre de risques et d'incertitudes, et subissent l'incidence d'un certain nombre de facteurs qui échappent au contrôle de la direction de Supremex.

### *Déclin de la consommation d'enveloppes*

Les activités de fabrication de Supremex dépendent fortement de la demande d'enveloppes pour le courrier. Supremex pourrait devoir faire concurrence à des produits substitués, ce qui aurait un effet sur la demande pour ses produits. L'utilisation d'Internet et d'autres médias électroniques ne cesse d'augmenter. Les consommateurs s'en servent pour acheter des produits et des services, mais aussi à d'autres fins, par exemple, pour régler des factures de services publics et de cartes de crédit. Les annonceurs ont recours à Internet et aux médias électroniques pour des campagnes à l'intention de groupes particuliers d'utilisateurs. Les entreprises de toute taille font aussi appel à l'électronique pour exercer leurs activités, envoyer des factures et percevoir les sommes qui leur sont dues. On s'attend donc à ce que la baisse de la demande des entreprises pour des enveloppes et d'autres documents imprimés continue à l'avenir.

En Amérique du Nord, on s'attend à ce que la décroissance continue dans un avenir prévisible dans les secteurs des enveloppes et de la livraison postale, en raison d'un déclin graduel et généralisé de l'utilisation des produits conventionnels à base de papier. Les activités de Supremex dépendent du courrier commercial et de la publicité directe. Le volume de courrier commercial semble avoir diminué depuis quelques années, en partie à cause de l'emploi accru de moyens de communication et de transfert de l'information non conventionnels comme le courrier électronique et Internet. Bien que la direction croit que la réduction significative du volume d'enveloppes employées en publicité directe observée au cours des dernières années était imputable aux conditions économiques, nous sommes forcés d'admettre que plusieurs entreprises réduisent leurs dépenses de marketing et font passer une portion de leurs dépenses de marketing à d'autres canaux médiatiques. Rien ne garantit que le secteur de la publicité directe connaîtra le même volume de ventes. C'est pourquoi rien ne garantit que Supremex pourra augmenter ses ventes, ni même les maintenir à leur niveau passé.

Afin de réduire ce risque, la Société s'efforce continuellement à améliorer son efficacité opérationnelle et à développer de nouveaux produits tels que le protecteur pour carte RFID.

### *Services postaux*

Comme la plupart des enveloppes utilisées au Canada et aux États-Unis servent au courrier, une grève ou quelque autre arrêt de travail des employés syndiqués de la poste se traduirait par une suspension temporaire des envois postaux de la plupart des clients de Supremex, et cela pourrait avoir un effet défavorable important sur Supremex. Au cours de l'été 2011, il y a eu un arrêt de travail à Postes Canada qui a duré environ trois semaines. Durant cette période, les livraisons d'enveloppes aux clients ont été légèrement touchées, et certaines commandes de publicité directe ont été annulées. L'adoption de la facturation en ligne a aussi augmenté au cours de cette période. De nombreuses sociétés importantes ont utilisé l'arrêt de travail de Postes Canada pour promouvoir les avantages de la facturation en ligne. Il est impossible de quantifier l'incidence de cet arrêt de travail vu son effet potentiel à long terme.

Notons également que les tarifs postaux ont une influence considérable sur l'utilisation des enveloppes; une augmentation de ces tarifs, comparativement à ceux des autres modes de livraison ou de publicité, pourrait entraîner une diminution du courrier à livrer. En décembre 2013, Postes Canada a annoncé la mise en place d'un Plan d'action en cinq points qui ont pour objectifs :

- La transition, pour le tiers des ménages canadiens qui reçoivent leur courrier à la porte, à des boîtes postales communautaires au cours des cinq prochaines années.
- Une nouvelle structure de tarification progressive pour les envois poste-lettres à l'intérieur du Canada sera mise en place en mars 2014 (hausse de 14,75 % pour un envoi affranchi à la machine standard à 35 % pour les timbres-poste individuels).

- Un renforcement de son réseau de vente au détail par un ajout de bureaux de poste concessionnaires dans les commerces à l'échelle du pays.
- Un changement apporté aux opérations internes afin d'obtenir une circulation plus efficace des colis et du courrier à travers le réseau de traitement et jusqu'au client.
- Un changement au modèle d'affaires, ce qui nécessitera moins de main-d'œuvre.

Rien ne garantit qu'une hausse future des tarifs postaux n'aurait pas d'incidence défavorable sur le volume des envois et sur le nombre d'enveloppes achetées.

Enfin, il est de plus en plus question d'une loi de type « Do-not-mail » aux États-Unis qui toucherait l'industrie du marketing direct. Des lois de type « Do-not-mail » sont proposées au niveau des états. En 2008, de tels projets de loi ont été déposés dans certains états, mais aucun n'a été adopté. Cela étant dit, si de telles lois étaient adoptées, elles auraient un effet négatif sur le volume de ventes de la Société.

#### *Relation avec les clients*

Supremex ne conclut généralement pas de contrats écrits à long terme avec ses clients. Il est donc toujours possible que l'un d'eux puisse mettre fin à sa relation avec Supremex sans avoir à donner de préavis ni à subir de pénalité. D'autre part, même si un client décide de continuer de faire affaires avec Supremex, rien ne garantit que ses commandes resteront de la même ampleur et seront soumises aux mêmes conditions. La base de clients de Supremex est bien diversifiée, et aucun client ne représente plus de 10 % des ventes, réduisant ainsi la dépendance envers un seul client.

#### *Concurrence*

En dépit de la position de chef de file de Supremex sur le marché canadien, l'entrée de nouveaux concurrents sur le marché canadien des enveloppes pourrait avoir une incidence sur les marges et les ventes. La force du dollar canadien par rapport au dollar américain a incité des concurrents américains à augmenter leur présence sur le marché canadien au cours des cinq dernières années. Les grands manufacturiers d'enveloppes américains utilisent leur capacité excédentaire pour pénétrer le marché canadien. Tant que le marché américain demeure faible, il y aura des pressions sur les prix sur le marché canadien. En janvier 2014, le dollar canadien a faibli de près de 10 %, ce qui pourrait réduire la pression sur le marché canadien. Par contre, les frais de transport ainsi que l'efficacité de la livraison sont des facteurs pouvant limiter la capacité de répondre à distance aux besoins de clients ayant des volumes de ventes importants.

Dans le marché actuel, les fabricants d'enveloppes canadiens sont fortement concurrentiels en matière de prix afin de générer de nouvelles ventes pour remplacer celles perdues. Étant donné l'importance de la part de marché canadien détenue par Supremex, la majorité des nouveaux clients de ses compétiteurs sont d'anciens clients de Supremex.

Pour réduire ce risque, la Société continue de mettre l'accent sur ses programmes d'amélioration continue, sur ses initiatives de réduction des coûts et sur le développement de produits et services à valeur ajoutée pour compléter ses activités de base existantes. Elle est toujours convaincue de la valeur d'offrir un service dans tous les principaux marchés du Canada et d'y être présente.

### *Cycles économiques*

Un risque important auquel Supremex fait face et qu'elle ne peut contrôler est celui lié aux cycles économiques. Dans une économie faible, la publicité directe est le secteur du marché de Supremex qui est le plus touché. Il y a une relation directe entre la croissance du PIB et le niveau des ventes de publicité directe. En raison de la conjoncture récente, elle a subi une baisse importante du volume des ventes de publicité directe. Pour Supremex, cette incidence est partiellement atténuée, puisque la publicité directe représente environ 20 % de son volume de ventes annuel. Pour ce qui est du courrier commercial, qui représente environ 50 % du volume de ventes annuel de Supremex, les cycles économiques ont eu une incidence moindre que sur le volume des ventes de publicité directe, puisque les entreprises continuent d'envoyer leurs factures à leurs clients par la poste, et la pénétration du marché de la facturation électronique est très faible dans ce segment du marché. Depuis de nombreuses années, le volume de courrier commercial subit une baisse.

### *Hausses du coût des matières premières*

Le papier, le matériel à fenêtre, l'encre et les adhésifs sont les principales matières premières utilisées par la Société. Les fluctuations de prix des matières premières et de l'énergie ont des effets sur ses activités.

Notons d'abord que le rétrécissement actuel du marché du papier entraîné par les fermetures de papeteries a causé une diminution de l'approvisionnement en papier, ce qui pourrait entraîner des augmentations de prix du papier. Bien que la Société transfère habituellement les coûts du papier aux clients, l'augmentation du prix du papier peut avoir un effet négatif sur ses activités si elle entraîne une modification des habitudes d'achat de ses clients, particulièrement dans les conditions économiques actuelles. De plus, l'augmentation du prix du papier a un effet négatif sur la rentabilité de Supremex si elle ne peut être transférée aux clients. Dans le but de réduire ce risque, la Société ne dépend pas d'un seul fournisseur et est généralement disciplinée dans le transfert à ses clients de toute augmentation de coût des matières premières.

Les fluctuations du prix du pétrole, une composante clé du matériel à fenêtre, de l'encre et de l'adhésif, ont un effet direct sur leur prix. Une augmentation du prix du pétrole peut avoir un effet négatif sur ses activités si elle entraîne une modification des habitudes d'achat de ses clients.

### *Taux de change*

Une partie des produits d'exploitation de Supremex est générée en dollars américains et une partie importante des charges de Supremex, notamment une partie des coûts du papier et d'autres matières premières ainsi que certains investissements en capital, sont engagées en dollars américains. En outre, Supremex tire une partie de ses produits de ventes réalisées en dollars canadiens à certains clients pour lesquels le prix de vente est sensible à la concurrence américaine.

L'exposition nette au dollar américain a diminué en 2013 en raison d'une baisse des achats en dollars américains. Les produits tirés des ventes aux États-Unis représentent 9,5 % des produits consolidés de l'exercice 2013, en hausse comparativement à 8,8 % en 2012.

## *Environnement*

L'industrie dans laquelle la Société évolue nécessite l'emploi de grandes quantités de papier dans ses activités quotidiennes. Comme le marché se soucie de plus en plus de la protection de l'environnement et du développement durable, on demande de plus en plus que les produits et services de Supremex soient favorables à l'environnement. Par exemple, le souci environnemental pourrait modifier les habitudes des consommateurs, et de nouvelles lois pourraient forcer la Société à utiliser des matériaux favorables à l'environnement, mais plus coûteux dans son processus de production. Dans le but de réduire ce risque, la Société s'efforce de se positionner à l'avant-plan de l'industrie par son engagement pour l'environnement et collabore avec ses fournisseurs pour trouver constamment de nouveaux moyens de réduire ses effets sur l'environnement. Supremex est aussi un chef de file dans le marché canadien de l'enveloppe en ce qui a trait à la commercialisation de matériaux favorables à l'environnement, comme des feuilles de papier recyclées à 100 %.

## *Disponibilité des capitaux*

En 2011, la Société a conclu le refinancement de ses facilités de crédit totalisant 95 millions de dollars, consistant en une facilité de crédit renouvelable de 20 millions de dollars, une facilité de crédit à terme de 50 millions de dollars et une facilité pour acquisitions et dépenses en immobilisations de 25 millions de dollars. La facilité de crédit renouvelable et la facilité d'emprunt à terme viennent à échéance le 4 novembre 2015. Bien que la Société ait renouvelé son financement, rien ne garantit que des fonds supplémentaires seront disponibles dans le futur et que, s'ils peuvent l'être, ils lui seront fournis dans des délais et selon des conditions acceptables.

## *Crédit*

La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses créances clients. Pour limiter ce risque, la Société analyse et révisé de façon continue la situation financière de sa clientèle actuelle. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société. En raison de la diversification de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société est protégée contre une concentration du risque de crédit. Aucun client ne représente plus de 10 % des créances clients consolidées. La clientèle de Supremex est bien diversifiée et comprend de grands clients nationaux comme des sociétés canadiennes importantes, des revendeurs nationaux et des organismes publics, de même que des marchands de papier et des fournisseurs de processus et de solutions. Historiquement, le niveau de créances douteuses a toujours été bas vu la nature des clients. Au 31 décembre 2013, l'exposition maximale au risque de crédit relativement aux créances clients correspondait à leur valeur comptable.

## *Taux d'intérêt*

La Société est exposée aux risques du marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt. Le 14 janvier 2011, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt de 30 millions de dollars. La politique de la Société est d'avoir une portion de sa dette à long terme à taux fixe. La portion à taux fixe représentait 43 % de la dette à long terme au moment où le swap a été conclu. Il représentait 79 % au 31 décembre 2013. La dette à taux variable porte intérêt à des taux fondés sur les taux des acceptations bancaires. Ce swap convertit le taux d'intérêt variable basé sur les taux des acceptations bancaires en un taux fixe moyen de 2,84 % jusqu'au 14 janvier 2016, excluant la majoration applicable qui était de 225 points de base au 31 décembre 2013.

Dans le but de réduire ce risque, la Société s'efforce de maintenir une combinaison adéquate de dettes à taux fixes et de dettes à taux variables.

## *Litiges*

Supremex, comme d'autres sociétés de fabrication et de ventes, s'expose à des responsabilités éventuelles liées à ses activités, y compris aux frais occasionnés par un vice de produit ou un retard de livraison ou par un manque de fiabilité ou un mauvais rendement. Supremex est, de temps à autre, poursuivie ou menacée d'être poursuivie en justice, notamment pour responsabilité du fait du produit, préjudice personnel, inexécution de contrat, perte de profits ou autres réclamations en dommages-intérêts indirects, dans le cours normal de ses activités. Une lourde condamnation contre Supremex, l'imposition d'une amende ou d'une pénalité substantielle en raison d'une contravention aux lois ou règlements, ou une série de poursuites en cas de réclamations multiples pourraient toucher défavorablement les activités de Supremex, sa situation financière, ses résultats opérationnels et son encaisse disponible aux fins de distribution.

## *Avantages sociaux*

La Société maintient trois régimes de retraite agréés à prestations définies qui couvrent la quasi-totalité de ses employés. Deux de ces régimes sont hybrides, puisqu'ils comportent également un volet à cotisations définies. Au cours du troisième trimestre de 2012, la Société a effectué la conversion, pour le service futur, de ses régimes à prestations déterminées en régimes à cotisations déterminées. Par le passé, la Société a également offert, à un nombre limité d'employés, des régimes d'avantages complémentaires de retraite et des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui comprenaient des soins de santé, des soins dentaires et une couverture d'assurance vie.

Le niveau des cotisations de Supremex pourrait varier en fonction du rendement des régimes de retraite et du taux d'actualisation, ce qui pourrait toucher la situation financière de Supremex.

## **Énoncés prospectifs**

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables, notamment des énoncés concernant les prévisions du BAIIA, le rendement futur de Supremex et des énoncés semblables sur les résultats, les circonstances, le rendement ou les attentes futurs prévus. Un énoncé est prospectif lorsqu'il repose sur les connaissances et attentes actuelles de Supremex pour présenter une prévision quant à l'avenir. Les énoncés prospectifs peuvent contenir des expressions comme prévoir, présumer, croire, devoir, viser, avoir l'intention de, pouvoir, entendre et chercher à, éventuellement employées au futur ou au conditionnel. Ces énoncés sont fondés sur les hypothèses, attentes et estimations actuelles de la direction à propos de la croissance, des résultats opérationnels, du rendement, des perspectives et occasions futures de l'entreprise, de la conjoncture économique canadienne et de la capacité de l'entreprise d'attirer et de conserver des clients. L'information prospective est fondée sur les estimations, les attentes et les hypothèses actuelles de la direction ainsi que sur l'information disponible pour Supremex à la date du présent rapport.

Les énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes et ne devraient pas être lus comme étant des garanties de résultats ou de rendements futurs, et les résultats réels pourraient différer de manière importante des conclusions, prévisions ou projections dans ces énoncés prospectifs. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent les suivants : les cycles économiques, les fonds disponibles, le déclin de la consommation d'enveloppes, l'augmentation de la concurrence, la fluctuation des taux de change, l'augmentation du coût des matières premières, les risques de crédit liés aux créances clients, l'augmentation du financement des régimes de retraite, les lacunes des services postaux, la fluctuation des taux d'intérêt et le risque potentiel de litige. Les hypothèses, attentes, estimations, risques et incertitudes sont abordés tout au long du rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2013, notamment, à la rubrique « Facteurs de risque ». Par conséquent, nous ne pouvons garantir que les énoncés prospectifs se concrétiseront. Les lecteurs ne devraient pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

### **Définition du BAIIA et des mesures non conformes aux IFRS**

Le « BAIIA » désigne le résultat avant frais de financement, impôts sur le résultat, amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, (perte) gain à la cession d'immobilisations corporelles et dépréciation du goodwill. Supremex est d'avis que le BAIIA est une mesure couramment utilisée par les lecteurs d'états financiers afin d'évaluer la capacité d'une entreprise de générer des liquidités provenant de ses activités et d'acquitter ses charges financières.

Le BAIIA ne constitue pas une mesure de rendement reconnue selon les IFRS et n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS. Par conséquent, le BAIIA peut ne pas être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont avisés que le BAIIA ne doit pas être considéré comme une mesure de remplacement du résultat net établi selon les IFRS comme indicateur de la performance de la Société.

### **Renseignements additionnels**

Des renseignements additionnels relatifs de la Société se trouvent sur le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

États financiers consolidés

**Supremex Inc.**

31 décembre 2013 et 2012

Tous les montants sont présentés en dollars canadiens

## **RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

Aux actionnaires de  
**Supremex Inc**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Supremex Inc, qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2013 et 2012, et les états consolidés des résultats, du résultat global, des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### **Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### **Responsabilité des auditeurs**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### **Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Supremex Inc. aux 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux Normes internationales d'information financière.

*Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.<sup>1</sup>*

Montréal, Canada  
Le 19 février 2014

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A118111

## Supremex Inc.

### ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Aux 31 décembre	Notes	2013 \$	2012 \$
<b>ACTIFS</b>	<b>14</b>		
<b>Actif courant</b>			
Trésorerie		1 506 205	5 093 876
Créances clients	6	17 375 214	15 071 817
Impôts sur le résultat à recevoir		—	11 115
Stocks	7	12 147 658	13 017 305
Frais payés d'avance		522 033	605 258
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>31 551 110</b>	<b>33 799 371</b>
Immobilisations corporelles	8	25 880 298	28 264 702
Actif d'impôt différé	15	—	176 426
Actif au titre des prestations de retraite constituées	9	8 161 800	—
Immobilisations incorporelles	10	14 271 229	20 435 129
Goodwill	11	46 889 125	46 889 125
<b>Total de l'actif</b>		<b>126 753 562</b>	<b>129 564 753</b>
<b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>			
<b>Passif courant</b>			
Dettes fournisseurs et charges à payer	12	14 418 279	18 157 589
Provisions	13	411 276	426 311
Impôts sur le résultat à payer		891 201	—
Tranche courante des facilités de crédit garanties	14	4 750 000	5 000 000
<b>Total du passif courant</b>		<b>20 470 756</b>	<b>23 583 900</b>
Facilités de crédit garanties	14	32 833 034	44 355 599
Passif d'impôt différé	15	5 982 971	—
Obligation au titre des prestations de retraite constituées	9	—	21 852 000
Obligation au titre des avantages complémentaires de retraite	9	888 500	615 200
Passif financier dérivé	14	954 925	1 251 154
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions	16	9 885 008	9 885 008
Surplus d'apport		280 108 017	280 108 017
Déficit		(224 318 659)	(252 002 146)
Écart de change		(50 990)	(83 979)
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>65 623 376</b>	<b>37 906 900</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>126 753 562</b>	<b>129 564 753</b>

Engagements, éventualités et garanties (note 19)

Évènement postérieur (note 23)

*Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés*

Au nom du conseil d'administration :

*Par : (Signé) Dany Paradis*  
Administrateur

*Par : (Signé) Gilles Cyr*  
Administrateur

**Supremex Inc.**

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS**

Exercices clos les 31 décembre		2013	2012
	Notes	\$	Redressé (note 4) \$
<b>Produits d'exploitation</b>		<b>128 966 408</b>	131 874 631
Charges opérationnelles	7, 17	<b>85 471 703</b>	90 358 799
Frais de vente et d'administration	17	<b>15 516 205</b>	16 908 870
<b>Résultat opérationnel avant amortissement, gain à la cession d'immobilisations corporelles et dépréciation du goodwill</b>		<b>27 978 500</b>	24 606 962
Amortissement des immobilisations corporelles	8	<b>3 574 848</b>	3 499 088
Amortissement des immobilisations incorporelles	10	<b>6 163 900</b>	6 163 900
Gain à la cession d'immobilisations corporelles		<b>(58 231)</b>	(17 517)
Dépréciation du goodwill	11	—	28 862 000
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>18 297 983</b>	(13 900 509)
Frais de financement	14	<b>2 853 971</b>	3 167 028
<b>Résultat avant les impôts sur le résultat</b>		<b>15 444 012</b>	(17 067 537)
Impôts sur le résultat	15	<b>3 912 964</b>	2 578 339
<b>Résultat net</b>		<b>11 531 048</b>	(19 645 876)
<b>Résultat net de base et dilué par action</b>		<b>0,3982</b>	(0,6719)
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation</b>		<b>28 960 867</b>	29 237 295

*Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés*

**Supremex Inc.**

**ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL**

Exercices clos les 31 décembre		2013	2012
	Notes	\$	Redressé (note 4) \$
<b>Résultat net</b>		<b>11 531 048</b>	<b>(19 645 876)</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<i>Autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>			
Écarts de change comptabilisés		<b>32 989</b>	(7 818)
Autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net		<b>32 989</b>	(7 818)
<i>Items qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>			
Gains (pertes) actuariel(le)s constaté(e)s sur l'obligation au titre des prestations de retraite constituées, déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 7 069 220 \$ (2012 – recouvrement de 1 143 085 \$)	<b>9</b>	<b>20 161 980</b>	(3 148 115)
Pertes actuarielles constatées sur l'obligation au titre des avantages complémentaires de retraite, déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 85 772 \$ (2012 – recouvrement de 7 810 \$)	<b>9</b>	<b>(244 628)</b>	(21 890)
Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		<b>19 917 352</b>	(3 170 005)
Autres éléments du résultat global		<b>19 950 341</b>	(3 177 823)
<b>Total du résultat global</b>		<b>31 481 389</b>	<b>(22 823 699)</b>

*Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés*

**Supremex Inc.**

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES**

Exercices clos les 31 décembre

	Capital-actions (note 16) \$	Surplus d'apport \$	Déficit \$	Écart de change \$	Total des capitaux propres \$
<b>Au 31 décembre 2012</b>	9 885 008	280 108 017	(252 002 146)	(83 979)	37 906 900
Résultat net	—	—	11 531 048	—	11 531 048
Autres éléments du résultat global	—	—	19 917 352	32 989	19 950 341
Total du résultat global	—	—	31 448 400	32 989	31 481 389
Dividendes déclarés (note 18)	—	—	(3 764 913)	—	(3 764 913)
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>9 885 008</b>	<b>280 108 017</b>	<b>(224 318 659)</b>	<b>(50 990)</b>	<b>65 623 376</b>
<b>Au 31 décembre 2011</b>					
Redressé (note 4)	10 000 000	280 423 746	(225 680 313)	(76 161)	64 667 272
Résultat net (Redressé [note 4])	—	—	(19 645 876)	—	(19 645 876)
Autres éléments du résultat global (Redressé [note 4])	—	—	(3 170 005)	(7 818)	(3 177 823)
Total du résultat global	—	—	(22 815 881)	(7 818)	(22 823 699)
Dividendes déclarés (note 18)	—	—	(3 505 952)	—	(3 505 952)
Actions rachetées et annulées	(114 992)	(315 729)	—	—	(430 721)
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>9 885 008</b>	<b>280 108 017</b>	<b>(252 002 146)</b>	<b>(83 979)</b>	<b>37 906 900</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

## Supremex Inc.

### TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos les 31 décembre		2013	2012
	Notes	\$	Redressé (note 4) \$
<b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>			
Résultat net		11 531 048	(19 645 876)
Ajustements sans effet sur la trésorerie pour rapprocher le résultat net et le montant net des flux de trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles	8	3 574 848	3 499 088
Amortissement des immobilisations incorporelles	10	6 163 900	6 163 900
Amortissement des frais de financement reportés	14	227 435	229 556
Gain à la cession d'immobilisations corporelles		(58 231)	(17 517)
Dépréciation du goodwill	11	—	28 862 000
Gain à l'évaluation d'instruments financiers dérivés	14	(296 229)	(525 139)
Recouvrement d'impôt différé	15	(824 051)	(1 207 923)
Variation des avantages sociaux		(2 822 500)	1 705 000
		17 496 220	19 063 089
Variation du fonds de roulement			
Variation des créances clients		(2 303 397)	3 668 682
Variation des stocks		869 647	85 887
Variation des frais payés d'avance		83 225	(92 674)
Variation des dettes fournisseurs et charges à payer		(3 739 310)	(1 832 691)
Variation des provisions		(15 035)	(230 256)
Variation des impôts sur le résultat à recevoir et à payer		902 316	(3 502 111)
Variation des avantages sociaux		(17 200)	(3 459 400)
<b>Flux de trésorerie des activités opérationnelles, montant net</b>		<b>13 276 466</b>	<b>13 700 526</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	8	(1 178 767)	(2 347 392)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		105 801	107 417
<b>Flux de trésorerie d'investissement, montant net</b>		<b>(1 072 966)</b>	<b>(2 239 975)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>			
Remboursement des facilités de crédit garanties		(12 000 000)	(5 000 000)
Dividendes payés	18	(3 764 913)	(3 505 952)
Rachat de capital-actions pour annulation	16	—	(430 721)
Frais de financement engagés		—	(50 891)
<b>Flux de trésorerie de financement, montant net</b>		<b>(15 764 913)</b>	<b>(8 987 564)</b>
Variation nette de la trésorerie		(3 561 413)	2 472 987
Variation nette liée à la conversion de devises		(26 258)	14 557
Trésorerie au début de la période		5 093 876	2 606 332
<b>Trésorerie à la fin de la période</b>		<b>1 506 205</b>	<b>5 093 876</b>
<b>Informations additionnelles <sup>(1)</sup></b>			
Intérêts payés		2 250 036	2 660 394
Intérêts reçus		15 441	5 780
Impôts sur le résultat payés		3 895 689	7 336 626
Impôts sur le résultat reçus		132 885	167 409

<sup>(1)</sup> Les montants payés ou reçus à titre d'intérêts et d'impôts sur le résultat ont été présentés comme flux de trésorerie des activités opérationnelles dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés.

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

## 1. INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ ET MODE DE PRÉSENTATION

Supremex Inc. (la « Société » ou « Supremex ») a été constituée en société par actions le 31 mars 2006 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Les actions ordinaires (« action ordinaire ») de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (le « TSX »), sous le symbole SXP. Le siège social est situé au 7213, rue Cordner à LaSalle au Québec.

Les activités de Supremex suivent une tendance saisonnière avec des produits d'exploitation plus élevés durant la période d'août à février surtout en raison du nombre accru d'envois postaux et de publicités liés à des événements comme la rentrée scolaire, les campagnes de financement, la saison des Fêtes et la période des impôts.

Ces états financiers consolidés audités ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 19 février 2014.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### **Mode de présentation et déclaration de conformité**

Les présents états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon l'hypothèse de la continuité des activités et selon la méthode du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés qui ont été évalués à la juste valeur.

### **Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Supremex Inc. et de ses filiales, Buffalo Enveloppe Inc., Enveloppe Montréal (2008) Inc. et Enveloppe Québec (2008) Inc., aux 31 décembre 2013 et 2012.

Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date d'acquisition, soit la date où leur contrôle est acquis par la Société, et cessent d'être consolidées dès la perte du contrôle. La période visée par les états financiers des filiales et les méthodes comptables suivies par ces dernières correspondent à celles de la société mère. Tous les soldes, produits et charges, profits et pertes latents ainsi que les dividendes résultant de transactions intersociétés ont été éliminés à la consolidation.

### **Regroupements d'entreprises et goodwill**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés à l'aide de la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition correspond au total de la contrepartie versée, mesurée à la juste valeur à la date d'acquisition. Les frais de transaction liés aux acquisitions sont comptabilisés en résultat dès qu'ils sont engagés.

## **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES – (suite)**

Le goodwill est initialement mesuré au coût, qui représente l'excédent de la contrepartie versée sur le montant net des actifs acquis et des passifs pris en charge identifiables. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur des actifs nets de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé en résultat net.

À la suite de sa comptabilisation initiale, le goodwill est mesuré au coût moins toute dépréciation cumulée.

### **Secteurs d'activité**

La Société exerce ses activités dans un seul secteur d'activité, soit la fabrication et la vente d'une vaste gamme d'enveloppes génériques et personnalisées et de produits connexes.

### **Conversion des devises**

Les états financiers consolidés de Supremex sont présentés en dollars canadiens, le dollar canadien étant aussi sa monnaie fonctionnelle. Supremex et chacune de ses filiales déterminent leur propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans chacun de leurs états financiers sont mesurés à l'aide de cette monnaie fonctionnelle.

### ***Transactions et soldes***

Les transactions effectuées en devises sont initialement comptabilisées par les entités à l'aide du taux de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur au moment de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en monnaie fonctionnelle à l'aide du taux de change en vigueur à la date de clôture. Tout écart de change est ensuite enregistré dans l'état des résultats consolidé.

Les éléments non monétaires évalués au coût historique libellés en devises sont convertis à l'aide des taux de change en vigueur au moment des transactions initiales.

### ***Filiale***

Les actifs et passifs de la filiale étrangère sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de clôture, et leurs résultats sont convertis à l'aide du taux de change moyen en vigueur au cours de la période. Les écarts de change découlant de la conversion sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global. Au moment de la cession d'une filiale étrangère, le montant enregistré dans les autres éléments du résultat global correspondant à cette filiale étrangère est passé en résultat.

### **Constatation des produits d'exploitation**

Les produits d'exploitation sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des retours et rabais estimés, et à la suite des éliminations des transactions intersociétés.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES – (suite)

Les produits d'exploitation sont comptabilisés lorsque les critères suivants sont satisfaits :

- les risques et avantages inhérents à la propriété des biens, notamment la responsabilité de gestion, ont été transférés à l'acheteur;
- le montant des produits d'exploitation peut être évalué de façon fiable;
- l'obtention d'avantages économiques est probable; et
- les coûts engagés ou devant être engagés peuvent être évalués de façon fiable.

Outre les principes généraux décrits ci-dessus, la Société applique des critères de constatation des produits d'exploitation particuliers concernant les ventes à livrer. Lorsque le client demande d'effectuer la transaction sous forme de vente à livrer, les produits d'exploitation sont constatés sur facturation au client des biens qui ont été produits, emballés et préparés pour l'expédition. Ces biens sont livrés dans un délai établi et sont isolés des stocks qui sont destinés à être vendus, le risque inhérent à la propriété des biens est assumé par le client, et les modalités et l'historique concernant le recouvrement des factures connexes correspondent à ceux de toutes les autres ventes.

### **Imposition**

La charge d'impôts est composée de l'impôt exigible et de l'impôt différé. Les impôts sont comptabilisés à l'état des résultats consolidés sauf s'ils sont liés à des éléments inscrits en résultat global ou directement aux capitaux propres.

#### ***Impôt exigible***

La charge d'impôts exigibles se fonde sur les résultats de l'exercice, compte tenu des ajustements pour tenir compte des éléments non imposables ou non déductibles. L'impôt exigible est calculé à l'aide des taux d'imposition et des lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période. La direction évalue périodiquement les positions prises dans les déclarations d'impôt concernant les situations où la réglementation fiscale est sujette à interprétation. Lorsque nécessaires, des provisions sont établies sur la base des montants que l'on s'attend à devoir verser aux administrations fiscales.

#### ***Impôt différé***

L'impôt différé est comptabilisé selon l'approche bilantielle, à partir des différences temporelles à la date de clôture. Il représente l'impôt que l'on s'attend à payer ou à recouvrer sur les différences temporelles entre les valeurs fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans l'état consolidé de la situation financière. Le calcul de l'impôt différé tient compte des taux d'imposition et des lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période et qui devraient s'appliquer au moment de la réalisation des actifs d'impôt différé ou du règlement des passifs d'impôt différé.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES – (suite)

### *Les passifs d'impôt différé :*

- sont généralement comptabilisés à l'égard de différences temporelles imposables;
- sont comptabilisés à l'égard de différences temporelles imposables liées à des participations dans des filiales, sauf si la Société peut contrôler la date à laquelle la différence temporelle se résorbera et qu'il est probable que la différence temporelle ne se résorbera pas dans un avenir prévisible; et
- ne sont pas comptabilisés à l'égard de différences temporelles qui découlent du goodwill non déductible sur le plan fiscal.

### *Les actifs d'impôt différé :*

- sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables, contre lesquels les différences temporelles (report de crédits d'impôt et pertes inutilisés) pourront être appliquées, seront disponibles; et
- sont remis en question à la fin de chaque période et sont diminués dans la mesure où il n'est plus probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles pour recouvrer tout ou une partie des actifs d'impôt différé.

Des actifs et passifs d'impôt différés ne sont pas comptabilisés à l'égard de différences temporelles qui découlent de la comptabilisation initiale des actifs et des passifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. La transaction n'a aucune incidence sur le bénéfice comptable ou le bénéfice imposable au moment où elle est conclue. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est réévaluée à chaque date de clôture et diminuée dans la mesure où il n'est plus probable que des bénéfices imposables seront générés en quantité suffisante pour absorber une partie ou la totalité de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non constatés sont réévalués à chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où les bénéfices imposables futurs devraient permettre d'utiliser ces actifs d'impôt différé.

### *Taxes de vente*

Les produits d'exploitation, les charges et les actifs sont comptabilisés déduction faite des taxes de vente, sauf :

- lorsque la taxe de vente découlant de l'achat d'actifs ou de services n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. En pareil cas, la taxe de vente est passée en charges ou comptabilisée dans le coût d'acquisition de l'actif;
- en ce qui concerne le montant des créances clients et des dettes fournisseurs qui inclut le montant de taxes de vente.

Le montant net des taxes de vente payable à l'administration fiscale ou recouvrable auprès de celle-ci est inclus dans les dettes fournisseurs et charges à payer dans l'état consolidé de la situation financière.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES – (suite)

### Avantages sociaux

La Société maintient trois régimes de retraite à prestations définies qui couvrent la quasi-totalité de ses employés. Deux de ces régimes sont hybrides, puisqu'ils comportent également un volet à cotisations définies. Au cours du troisième trimestre de 2012, la Société a effectué la conversion de ses régimes à prestations déterminées en régimes à cotisations déterminées, pour le service futur. Tous les régimes à prestations déterminées sont financés. Les entreprises acquises offraient également, à un nombre limité d'employés, des régimes d'avantages complémentaires de retraite et des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui comprenaient des soins de santé, des soins dentaires et une couverture d'assurance vie. Ces avantages ne sont pas financés.

La charge de retraite de la période des régimes de retraite à prestations définies et des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi est établie annuellement par calcul actuariel par des actuaires indépendants à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Le coût des services passés est comptabilisé en résultat dès la date de modification ou de réduction du régime, ou la date à laquelle la Société comptabilise les coûts de restructuration du régime correspondants.

L'actif ou le passif comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière représente la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées à la fin de la période moins la juste valeur des actifs du régime et l'effet du plafond de l'actif, s'il y a lieu. La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées relativement aux services rendus à la fin de l'exercice est calculée par actualisation des versements de prestations prévus à l'aide des taux d'intérêt en vigueur pour les obligations de sociétés de première catégorie qui sont libellées dans la monnaie de versement des prestations et qui ont une durée voisine de celle du passif de retraite connexe. Tous les écarts actuariels, les impacts de la règle du « plafond de l'actif » et le rendement sur l'actif, excluant l'intérêt net, sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global. Pour les régimes financés, les excédents sont comptabilisés seulement s'ils sont recouvrables, c'est-à-dire si ces excédents permettent à la Société de réduire, à son gré, ses cotisations futures au régime en prenant en considération les contributions futures pour les passifs non financés. La recouvrabilité est fonction de la capacité de la Société à diminuer unilatéralement les cotisations futures au régime. La charge d'intérêt relative à l'obligation au titre des prestations de retraite constituées est calculée en appliquant le taux d'actualisation de l'exercice précédent au solde d'ouverture de l'obligation au titre des prestations de retraite constituées ainsi que les entrées de trésorerie de l'exercice. Elle est comptabilisée dans les frais de financement de l'état consolidé des résultats. Tous les autres frais d'administration de la charge liée aux régimes de retraite sont comptabilisés dans les frais de vente et d'administration de l'état consolidé des résultats.

Les cotisations aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées en résultat dès qu'elles sont engagées, soit à mesure que les services des membres du personnel concernés sont rendus.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES – (suite)

### Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi sont généralement payables lorsque l'emploi prend fin avant la date normale de départ à la retraite ou lorsqu'un membre du personnel accepte volontairement de quitter son emploi contre indemnité. La Société comptabilise les indemnités de cessation d'emploi lorsqu'elle est manifestement engagée à mettre fin à l'emploi de membres du personnel actuels selon un plan officiel et détaillé sans possibilité réelle de se rétracter ou d'offrir des indemnités de cessation d'emploi pour encourager les départs volontaires.

### Résultat net de base et dilué par action

La Société présente le résultat de base net par action pour ses actions ordinaires, calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

### Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé en utilisant la méthode du premier entré, premier sorti. Le coût des produits finis et des produits en cours comprend les matières premières, la main-d'œuvre directe, les autres coûts directs et les coûts indirects de fabrication. La valeur de réalisation nette correspond au prix de vente estimatif obtenu dans le cours normal des activités, déduction faite des frais de vente variables applicables.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur leurs durées de vie utile estimatives, comme suit :

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	Durée des baux
Matériel et outillage	7 à 15 ans
Mobilier de bureau	3 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans

La valeur résiduelle, les méthodes d'amortissement et la durée de vie utile font l'objet d'un examen annuel avant la fin de chaque exercice et sont ajustées au besoin.

### Immobilisations incorporelles

Au moment de l'acquisition, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées à la juste valeur si elles découlent d'un regroupement d'entreprises, ou au coût dans les autres cas et sont ensuite comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé. Les immobilisations incorporelles acquises comprennent principalement les relations clients et des ententes de non-concurrence et sont amorties selon la méthode linéaire sur une période de dix ans.

## **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES – (suite)**

### **Dépréciation d'actifs non financiers**

Une charge de dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable d'un bien est moindre que sa valeur comptable. La valeur comptable correspond à la juste valeur d'un bien, déduction faite des frais de vente, ou à sa valeur d'utilité si cette dernière est plus élevée. La Société suit l'évolution des pertes de valeur lorsque des événements ou des changements de situation indiquent une reprise possible de ces pertes de valeur, autres que celles liées au goodwill.

La valeur comptable de toutes les immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles fait l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent qu'elle pourrait ne pas être recouvrable. Aux fins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas de génération de flux de trésorerie identifiables. La Société base son calcul de dépréciation sur des budgets détaillés et des projections qui couvrent généralement une période de quatre ans.

### **Dépréciation du goodwill**

Le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation annuel au 31 décembre ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une perte de valeur. Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de flux de trésorerie à laquelle se rattache le goodwill à sa valeur comptable. Toute dépréciation de la valeur comptable par rapport à la juste valeur est imputée aux résultats de la période au cours de laquelle la perte de valeur s'est produite.

### **Provisions**

Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour régler l'obligation à l'aide d'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision en raison du passage du temps est comptabilisée à titre de frais de financement.

### ***Provisions pour frais de restructuration***

Les provisions pour frais de restructuration sont seulement comptabilisées lorsque les critères généraux de comptabilisation des provisions sont atteints. De plus, un plan détaillé et officiel doit être suivi par la Société, et ce plan doit contenir les informations relatives à l'entité concernée, l'emplacement et le nombre d'employés touchés ainsi qu'une estimation détaillée des coûts associés et un calendrier approximatif. Les personnes touchées doivent aussi s'attendre valablement à ce que la restructuration ait cours ou que sa mise en œuvre ait déjà commencé.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES – (suite)

Si la variation de la valeur temporelle de l'argent est importante, les provisions sont actualisées à l'aide d'un taux courant avant impôts qui reflète, lorsqu'il convient, les risques spécifiques à ces passifs. Lorsque l'actualisation est utilisée, l'augmentation de la provision liée au passage du temps est comptabilisée à titre de frais de financement.

### **Contrats de location**

Les contrats de location sont classés soit comme contrats de location simples ou contrats de location-financement, selon la nature de la transaction au début du contrat. Le classement est réévalué si les modalités du contrat de location changent.

#### *Contrat de location simple*

Les contrats de location en vertu desquels le bailleur conserve une part importante des risques et avantages liés à la propriété sont classés à titre de contrat de location simple. Les paiements effectués relativement à un contrat de location simple sont passés en charges dans l'état consolidé des résultats de façon linéaire sur toute la durée du contrat.

### **Instruments financiers**

Les actifs financiers de la Société sont classés dans les catégories suivantes : à la juste valeur en résultat ou prêts et créances. Le classement dépend des intentions au moment de l'acquisition des actifs financiers. La Société détermine le classement de ses actifs financiers au moment de leur comptabilisation initiale. Les passifs financiers sont classés à la juste valeur en résultat, au moment de l'acquisition. En ce qui concerne les actifs et passifs comptabilisés dans les états financiers consolidés de façon récurrente, la Société évalue, à la fin de chaque période, s'il y a eu des transferts entre les niveaux hiérarchiques de juste valeur.

#### *Juste valeur par le biais du résultat net*

##### *Classement*

Les actifs financiers sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net s'ils sont acquis principalement afin d'être vendus à court terme, tel que les actifs financiers détenus à des fins de transaction ou s'ils ont été désignés ainsi par la Société. Les actifs de cette catégorie comprennent la trésorerie et les dérivés qui ne sont pas admissibles comme instrument de couverture.

##### *Comptabilisation et évaluation*

Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés, initialement et par la suite, à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées à l'état consolidé des résultats. Les coûts de transaction sont passés en charges.

## **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES – (suite)**

### ***Prêts et créances***

#### *Classement*

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont classés dans les actifs courants, sauf s'ils viennent à échéance plus de douze mois après la fin de la période. En pareil cas, ils sont classés dans les actifs non courants. Les prêts et créances de la Société comprennent les créances clients inscrites à l'état de la situation financière consolidé.

#### *Comptabilisation et évaluation*

Les prêts et créances sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction et, par la suite, au coût amorti selon la méthode du taux effectif.

#### ***Perte de valeur des actifs financiers***

À la fin de chaque période, la Société évalue s'il existe une indication objective d'une dépréciation d'un actif financier. La perte de valeur, égale à la différence entre la valeur comptable et la juste valeur actuelle, est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

### ***Passifs financiers***

Les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions et les facilités de crédit garanties sont classées à titre de passifs financiers. Elles sont initialement comptabilisées à la juste valeur, nette des frais de transaction directement imputables et, par la suite, au coût amorti selon la méthode du taux effectif.

#### ***Instruments dérivés de couverture***

Les instruments dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur à la date de conclusion du contrat et réévalués par la suite à la juste valeur.

## **3. PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES**

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige de la direction qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des produits d'exploitation, des charges, des actifs et des passifs, ainsi que sur la divulgation de passifs éventuels à la fin de la période. Toutefois, l'incertitude relative à ces hypothèses et estimations pourrait nécessiter, dans les périodes futures, des ajustements importants à la valeur comptable de l'actif ou du passif concerné.

Les principales hypothèses concernant le futur et les autres sources d'incertitude liées aux estimations à la date de clôture qui pourraient entraîner des ajustements importants à la valeur comptable des actifs et des passifs d'ici la fin du prochain exercice financier sont les suivantes :

### **3. PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES – (suite)**

#### **Immobilisations incorporelles et goodwill**

Les immobilisations incorporelles et le goodwill résultent de regroupements d'entreprises comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le coût d'acquisition est réparti entre les actifs nets sous-jacents acquis, en fonction de leurs justes valeurs estimatives respectives. Dans le cadre de ce processus de répartition, la Société doit identifier les immobilisations incorporelles acquises et leur attribuer une valeur et une durée d'utilité estimatives. Cette façon de faire repose sur de nombreuses estimations et hypothèses significatives concernant les projections de flux de trésorerie, le risque économique et le coût moyen pondéré du capital.

Ces estimations et hypothèses permettent d'établir le montant à attribuer aux autres immobilisations incorporelles identifiables et au goodwill, ainsi que la période d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables à durée définie. Si les événements ou résultats futurs diffèrent de ces estimations et hypothèses de manière défavorable, la Société risque de devoir augmenter ultérieurement la dotation aux amortissements et les pertes de valeur dans le futur (voir note 11).

#### **Avantages sociaux**

La Société parraine des régimes à prestations déterminés qui offrent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi à l'intention des membres du personnel visés. Le calcul de la charge et des obligations liées aux avantages sociaux fait appel à des hypothèses, notamment le taux d'actualisation pour évaluer les obligations, le taux de mortalité prévu, l'âge prévu de la retraite, le taux attendu d'augmentation des salaires et le taux d'évolution du coût des soins de santé. Puisque le calcul de la charge et des obligations liées aux avantages sociaux nécessite le recours à de nombreuses hypothèses, les valeurs établies lors du processus d'évaluation actuarielle comportent un élément d'incertitude (voir note 9). Les résultats réels différeront des résultats estimatifs découlant de ces hypothèses.

#### **Impôts sur le résultat**

La Société comptabilise une charge d'impôts sur le résultat pour chaque juridiction fiscale où elle exerce ses activités. Toutefois, le montant réel de la charge d'impôts sur le résultat n'est connu en définitive qu'après la production de la déclaration fiscale et son acceptation par les autorités fiscales, soit après la publication des états financiers. En outre, pour estimer la charge d'impôts, nous tenons compte de la probabilité de recouvrer les actifs d'impôt différé en nous fondant sur notre capacité à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes, avant leur échéance, contre les bénéfices imposables futurs. L'estimation se fonde sur les lois fiscales en vigueur et sur les bénéfices imposables futurs estimatifs. Si les estimations diffèrent de la déclaration fiscale finale, le résultat d'une période ultérieure pourrait être touché.

### 3. PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES – (suite)

La Société est assujettie à l'imposition dans de nombreuses administrations fiscales. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs est incertaine dans le cadre normal des activités. La Société maintient des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée les risques liés aux positions fiscales faisant l'objet de discussions, de vérifications, de différends ou d'appels auprès des autorités fiscales, ou qui sont autrement incertaines. Ces provisions au titre des positions fiscales incertaines sont établies à l'aide des meilleures estimations du montant qui devrait être payé, en se fondant sur une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. La Société réévalue ces provisions à la fin de chaque période afin de voir si le montant est adéquat. Cependant, il se peut qu'une provision supplémentaire découle de vérifications effectuées ultérieurement par les autorités fiscales compétentes. Lorsque le règlement définitif d'un enjeu fiscal donne lieu à une cotisation fiscale différente de la charge d'impôts comptabilisée initialement, l'écart est comptabilisé dans la charge d'impôts de la période où le règlement définitif a lieu.

### 4. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

#### *Adoptées en 2013*

Au cours du premier trimestre de 2013, la Société a adopté les nouvelles normes suivantes, publiées par l'IASB ou par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC »).

La Société a appliqué certaines normes et amendements ayant nécessité le redressement des états financiers de périodes précédentes.

- *IFRS 13, Évaluation de la juste valeur*  
L'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (l'« IFRS 13 »), favorise la constance et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'application de cette méthode d'évaluation et les informations à fournir lorsque l'évaluation de la juste valeur est utilisée dans le référentiel IFRS. L'adoption de l'IFRS 13 n'a pas eu d'incidences importantes sur les évaluations de la juste valeur effectuée par la Société.
- *IAS 1, Présentation des états financiers*  
L'amendement de l'IAS 1, *Présentation des états financiers* (l'« IAS 1 ») a introduit une présentation des éléments composant les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés ultérieurement en résultat net (c.-à-d., écarts de change comptabilisés) doivent maintenant être présentés séparément des éléments qui ne seront jamais reclassés (c.-à-d., gains (pertes) actuariel(le)s constaté(e)s sur l'obligation au titre des prestations de retraite constituées et les gains (pertes) actuariel(le)s constaté(e)s sur l'obligation au titre des avantages complémentaires de retraite). L'adoption de cet amendement a changé la présentation, mais n'a eu aucune incidence sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie de la Société.

#### 4. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES – (suite)

- IAS 19, *Avantages du personnel*

L'IAS 19, *Avantages du personnel* (l'« IAS 19 »), comprend plusieurs amendements relativement à la comptabilisation des régimes de retraite à prestations définies. Ces amendements incluent :

- les gains et pertes actuariel(le)s doivent être comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et sont exclu(e)s de façon permanente des états consolidés des résultats;
- les rendements attendus sur les actifs des régimes ne sont plus comptabilisés aux états consolidés des résultats. Au lieu de cela, il y a une obligation de reconnaître les intérêts sur l'actif (le passif) net au titre des prestations définies;
- l'intérêt sur l'actif (le passif) net au titre des prestations définies est maintenant comptabilisé à titre de frais de financement dans les états consolidés des résultats, déterminé à l'aide du taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation au titre des prestations constituées;
- la partie non acquise du coût des services passés est maintenant comptabilisée dans les états consolidés des résultats dès le moment de l'amendement ou lorsque les frais de restructuration ou de terminaison liés sont comptabilisés;
- les autres amendements incluent de nouvelles divulgations, telles que des divulgations de sensibilité quantitatives.

Les amendements à l'IAS 19 ont été appliqués de façon rétroactive à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012. Pour la Société, les rendements attendus sur les actifs ne sont plus comptabilisés dans les états consolidés des résultats. Plutôt, l'intérêt sur l'obligation nette au titre des prestations constituées est comptabilisé à titre de frais de financement dans l'état consolidé des résultats, déterminé à l'aide du taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation au titre des prestations constituées.

De plus, la partie non acquise du coût des services passés ne peut plus être différée et amortie sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits soient acquis. Plutôt, la partie acquise du coût des services passés est comptabilisée dès la date de l'amendement ou dès que les frais de restructuration ou de terminaison sont reconnus. Jusqu'en 2012, la partie non acquise du coût des services passés était reconnue à titre de charge selon un mode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits soient acquis. Depuis la transition à l'IAS 19, le coût des services passés est comptabilisé si les avantages ont été acquis immédiatement après l'introduction ou aux changements effectués à un régime de retraite.

#### 4. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES – (suite)

La transition n'a pas eu d'impact sur l'obligation au titre des prestations constituées ou sur l'état consolidé de la situation financière. Les incidences de la transition sont les suivantes :

<b>Incidence sur l'état consolidé des résultats</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre 2012</b>
	<b>\$</b>
Augmentation des charges opérationnelles	362 475
Augmentation des frais de vente et d'administration	120 825
Augmentation des frais de financement [note 14]	805 600
Diminution des impôts sur les résultats	(333 696)
<b>Incidence sur le résultat net</b>	<b>955 204</b>
<b>Incidence sur le résultat net de base et dilué par action</b>	<b>0,0327</b>

  

<b>Incidence sur l'état consolidé du résultat global</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre 2012</b>
	<b>\$</b>
Diminution de la perte actuarielle constatée sur l'obligation au titre des prestations de retraite constituées, déduction faite du recouvrement d'impôts sur le résultat	955 204
<b>Incidence sur les autres éléments du résultat global</b>	<b>955 204</b>

Plusieurs autres nouvelles normes et amendements entrent en vigueur pour la première fois en 2013. Par contre, elles n'ont aucune incidence sur les états financiers consolidés annuels de la Société.

#### 5. NOUVELLE PRISE DE POSITION COMPTABLE

De nouvelles normes, interprétations, modifications et améliorations des normes actuelles ont été publiées par l'IASB ou par l'FRIC. La norme applicable à la Société qui est touchée est la suivante :

- **IFRS 9, *Instruments financiers***  
En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (l'« IFRS 9 »). L'IFRS 9, qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, dicte les règles de publication de l'information financière au titre des actifs financiers et passifs financiers qui entraîneront la présentation d'informations pertinentes et utiles pour les lecteurs des états financiers aux fins de leur évaluation des montants, du calendrier et de l'incertitude des flux de trésorerie futurs d'une entité.

Récemment, l'IASB a reporté la date d'application de l'IFRS 9 à une date ultérieure.

La Société a entrepris d'évaluer l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

## 6. CRÉANCES CLIENTS

	31 décembre 2013 \$	31 décembre 2012 \$
Créances clients	17 189 041	14 572 956
Moins : Provision pour créances douteuses	(197 681)	(108 514)
Créances clients, montant net	16 991 360	14 464 442
Autres créances clients	383 854	607 375
	<b>17 375 214</b>	<b>15 071 817</b>

Les créances clients ne portent pas intérêt et sont généralement exigibles dans les 30 à 60 jours.

L'analyse de l'âge des créances clients, à chaque date de fin de période, était comme suit :

	31 décembre 2013 \$	31 décembre 2012 \$
Courant	11 420 833	9 627 835
31 – 60 jours	3 853 604	3 768 323
61 – 90 jours	1 366 839	955 385
91 – 120 jours	344 638	126 620
Plus de 120 jours	203 127	94 793
	<b>17 189 041</b>	<b>14 572 956</b>

### Provision pour créances douteuses

Les variations de la provision pour créances douteuses sont comme suit :

	31 décembre 2013 \$	31 décembre 2012 \$
Solde, au début de l'exercice	108 514	237 360
Charge pour l'exercice	150 272	51 286
Montants utilisés	(63 182)	(179 965)
Incidence des profits (pertes) de change	2 077	(167)
<b>Solde, à la fin de l'exercice</b>	<b>197 681</b>	<b>108 514</b>

La Société est exposée au risque de crédit normal concernant ses créances clients et constitue des provisions pour pertes de crédit éventuelles. Le risque de crédit lié aux créances clients est atténué du fait qu'aucun client ne représente un risque important et que la solvabilité des clients est évaluée avant de leur faire crédit.

## 7. STOCKS

	31 décembre 2013 \$	31 décembre 2012 \$
Matières premières	3 008 114	2 897 252
Produits en cours	70 788	99 941
Produits finis	9 068 756	10 020 112
	<b>12 147 658</b>	<b>13 017 305</b>

Le coût des stocks passé en charges et inclus dans les charges opérationnelles, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles alloué aux stocks, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 est de 88 796 932 \$ (2012 – 93 646 270 \$).

## 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain, bâtiments et améliorations locatives \$	Matériel et outillage \$	Matériel de bureau et informatique \$	Total \$
<b>Coût :</b>				
Au 31 décembre 2011	15 182 466	34 268 297	1 454 621	50 905 384
Acquisitions	61 074	2 111 666	174 652	2 347 392
Cessions	—	(448 965)	(5 823)	(454 788)
Écart de conversion	(255)	(28 209)	(1 451)	(29 915)
Au 31 décembre 2012	15 243 285	35 902 789	1 621 999	52 768 073
Acquisitions	129 337	857 814	191 616	1 178 767
Cessions	—	(289 533)	(128 480)	(418 013)
Écart de conversion	794	89 608	4 508	94 910
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>15 373 416</b>	<b>36 560 678</b>	<b>1 689 643</b>	<b>53 623 737</b>
<b>Amortissement cumulé :</b>				
Au 31 décembre 2011	2 016 044	18 231 698	1 128 969	21 376 711
Amortissement	444 908	2 884 910	169 270	3 499 088
Cessions	—	(359 065)	(5 823)	(364 888)
Écart de conversion	(255)	(5 834)	(1 451)	(7 540)
Au 31 décembre 2012	2 460 697	20 751 709	1 290 965	24 503 371
Amortissement	446 295	2 921 728	206 825	3 574 848
Cessions	—	(243 574)	(126 869)	(370 443)
Écart de conversion	794	30 361	4 508	35 663
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>2 907 786</b>	<b>23 460 224</b>	<b>1 375 429</b>	<b>27 743 439</b>
<b>Valeur comptable nette :</b>				
Au 31 décembre 2012	12 782 588	15 151 080	331 034	28 264 702
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>12 465 630</b>	<b>13 100 454</b>	<b>314 214</b>	<b>25 880 298</b>

## 9. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

### (a) Régimes de retraite

La Société offre trois régimes de retraite à prestations définies qui visent la quasi-totalité des employés salariés et employés horaires. Deux de ces régimes sont hybrides, puisqu'ils comportent également un volet à cotisations définies. Tous les régimes de retraite à prestations définies sont financés. Deux de ces régimes sont régis par la *Loi sur les régimes de retraite de l'Ontario*. Pour un de ces régimes, les prestations de retraite sont basées sur la rémunération moyenne des trois meilleures années alors qu'elles sont basées sur la rémunération moyenne finale des cinq meilleures années consécutives pour l'autre régime. Le troisième régime est régi par la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec*. Les prestations de retraite de ce régime sont basées sur la rémunération moyenne des cinq meilleures années consécutives. Au cours du troisième trimestre de 2012, la Société a converti, pour le service futur, ses régimes à prestations définies en régimes à cotisations définies.

En 2013, des modifications ont été apportées aux régimes de retraite à prestations définies, qui ont réduit, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les prestations de retraite anticipée et de rattachement.

Les régimes de retraite sont exposés au risque de taux d'intérêt et au changement de l'espérance de vie de ses retraités.

Les charges liées aux régimes à prestations et à cotisations définies, incluses dans les frais de vente et d'administration et les charges opérationnelles, sont comme suit :

	2013	2012
	\$	Redressé (note 4) \$
<b>Régimes à prestations définies</b>		
Frais d'administration	282 300	204 400
Coût des services rendus au cours de l'exercice	—	1 677 800
Coût des services passés	(2 844 900)	—
(Gain) perte lié(e) aux régimes à prestations définies	(2 562 600)	1 882 200
Charge liée aux régimes à cotisations définies	1 433 900	938 700
<b>(Gain) perte lié(e) aux régimes de retraite</b>	<b>(1 128 700)</b>	<b>2 820 900</b>

Les charges d'intérêt sur l'obligation au titre des prestations constituées de 724 400 \$ (2012 805 600 \$) sont incluses dans les frais de financement de l'état consolidé des résultats (voir note 14).

**9. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES  
COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE – (suite)**

Le tableau suivant présente les variations de l'obligation au titre des prestations constituées et de la juste valeur des actifs des régimes, ainsi que de la situation de capitalisation des régimes à prestations définies.

	<b>31 décembre 2013</b>	<b>31 décembre 2012</b>
		<b>Redressé (note 4)</b>
	\$	\$
<b>Variation de l'obligation au titre des prestations constituées</b>		
Obligation au titre des prestations au début de l'exercice	<b>101 987 500</b>	91 597 100
Coût des services rendus au cours de l'exercice	—	1 677 800
Charge d'intérêts	<b>3 778 900</b>	4 058 600
Cotisations des employés	<b>900</b>	308 900
(Gain) perte actuariel(le) provenant de modifications d'hypothèses financières	<b>(12 317 700)</b>	9 143 200
Perte actuarielle provenant de modifications d'hypothèses démographiques	<b>3 233 300</b>	—
Gain actuariel provenant de l'expérience	<b>(2 217 600)</b>	—
Prestations versées	<b>(4 516 300)</b>	(4 798 100)
Coût des services passés	<b>(2 844 900)</b>	—
<b>Obligation au titre des prestations à la fin de l'exercice</b>	<b>87 104 100</b>	101 987 500
<b>Variation des actifs des régimes</b>		
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	<b>80 135 500</b>	72 346 000
Revenu d'intérêt des actifs des régimes	<b>3 054 500</b>	3 253 000
Gains actuariels	<b>15 929 200</b>	4 852 000
Cotisations de l'employeur	<b>944 400</b>	4 378 100
Cotisations des employés	<b>900</b>	308 900
Prestations versées	<b>(4 516 300)</b>	(4 798 100)
Frais d'administration	<b>(282 300)</b>	(204 400)
<b>Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice</b>	<b>95 265 900</b>	80 135 500
<b>Actif (obligation) au titre des prestations de retraite constituées, net(te)</b>		
	<b>8 161 800</b>	(21 852 000)

**9. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES  
COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE – (suite)**

Les montants liés aux régimes à prestations définies inclus dans les autres éléments du résultat global, avant impôts, sont comme suit :

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
	\$	Redressé (note 4) \$
Gains (pertes) actuariel(le)s	<b>27 231 200</b>	(4 291 200)
	<b>27 231 200</b>	(4 291 200)

Le montant cumulé des gains actuariels comptabilisé dans l'état consolidé du résultat global est de 5 110 100 \$ au 31 décembre 2013 (2012 – perte de 22 121 100 \$).

La Société prévoit effectuer des cotisations d'environ 1,4 million de dollars à ses régimes de retraite à cotisations définies en 2014.

Les hypothèses qui ont servi à calculer la charge de retraite nette sont les suivantes :

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
	%	%
Taux d'actualisation de l'obligation au titre des prestations constituées	<b>4,80</b>	3,90
Taux d'actualisation de la charge de retraite nette	<b>3,90</b>	4,50
Taux de croissance de la rémunération	<b>3,25</b>	3,25

La répartition des actifs moyens pondérés des régimes, au 31 décembre, est comme suit :

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
	%	%
Titres de capitaux propres		
Canadien	<b>23,5</b>	25,6
États-Unis	<b>19,6</b>	16,2
Europe, Australie et Moyen-Orient	<b>24,8</b>	25,2
Autres	<b>3,2</b>	0,9
	<b>71,1</b>	67,9
Titres à taux fixe		
Canadien	<b>26,8</b>	29,0
Trésorerie et placements à court terme	<b>2,1</b>	3,1
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	100,0

## 9. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE – (suite)

Les régimes de retraite ont une politique de placement qui vise une répartition des actifs comme suit, avec une certaine marge de tolérance : 57 % des actifs des régimes doivent être placés dans des titres de capitaux propres, 42 % dans des titres à taux fixe et 1 % dans des titres à court terme. Au 31 décembre 2013, les régimes de retraite respectaient la répartition des actifs dictée dans la politique de placement.

Aux 31 décembre 2013 et 2012, il n'y avait aucune action de Supremex détenue dans les actifs des régimes de retraite de la Société.

La durée moyenne de l'obligation au titre de prestations de retraite constituées, au 31 décembre 2013, est de 15,7 années.

### *Analyse de sensibilité*

Pour la Société, une hausse ou baisse de 0,25 % du taux d'actualisation aurait comme effet de diminuer ou d'augmenter l'obligation au titre des prestations constituées d'environ 3,4 millions de dollars au 31 décembre 2013. Une hausse ou baisse de 0,25 % du taux de croissance de la rémunération aurait comme effet de diminuer ou d'augmenter l'actif au titre des prestations de retraite constituées d'environ 0,8 million de dollars au 31 décembre 2013. L'analyse de sensibilité a été déterminée à l'aide d'une méthode calculant l'impact d'un changement de 0,25 % dans les hypothèses clés sur la valeur de l'actif au titre des prestations de retraite constituées. Il n'y a eu aucun changement dans les méthodes et hypothèses utilisées pour déterminer l'analyse de sensibilité comparativement à l'année précédente.

### (b) Avantages complémentaires de retraite

Le tableau suivant présente un rapprochement des variations de l'obligation au titre des prestations constituées des régimes :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
<b>Variation de l'obligation au titre des prestations constituées</b>		
Obligation au titre des prestations au début de l'exercice	<b>615 200</b>	649 600
Charge d'intérêts	<b>22 400</b>	27 200
Perte actuarielle provenant de l'expérience	<b>174 800</b>	—
Perte actuarielle provenant de modifications d'hypothèses financières	<b>120 900</b>	29 700
Perte actuarielle provenant de modifications d'hypothèses démographiques	<b>34 700</b>	—
Prestations versées	<b>(79 500)</b>	(91 300)
<b>Obligation au titre des prestations à la fin de l'exercice</b>	<b>888 500</b>	615 200

## 9. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE – (suite)

Les avantages postérieurs à l'emploi et les avantages complémentaires de retraite ne sont pas financés.

La charge des avantages complémentaires de retraite, incluse dans les frais de vente et d'administration et les charges opérationnelles, est composée de la charge d'intérêts sur le passif de 22 400 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 (2012 – 27 200 \$).

Les autres avantages complémentaires de retraite inclus dans les autres éléments du résultat global, avant impôts, sont constitués de pertes actuarielles de 330 400 \$ (2012 – 29 700 \$). Le montant cumulé des pertes actuarielles comptabilisé dans l'état consolidé du résultat global est de 427 100 \$ au 31 décembre 2013 (2012 – 96 700 \$).

Les hypothèses qui ont servi à mesurer le coût des avantages complémentaires de retraite sont les suivantes :

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
	<b>%</b>	<b>%</b>
<b>Hypothèses moyennes pondérées</b>		
Taux d'actualisation de l'obligation au titre des prestations	<b>4,80</b>	3,90
Taux d'actualisation du coût net des avantages pour la période	<b>3,90</b>	4,50

Au 31 décembre 2013, les taux tendanciels hypothétiques du coût des soins de santé pour 2013 étaient de 8,0 %, assortis d'une décroissance progressive jusqu'à 5,0 % en 2024. Une variation d'un point de pourcentage dans les taux tendanciels hypothétiques du coût des soins de santé n'aurait aucun effet important.

La durée moyenne de l'obligation au titre des avantages complémentaires de retraite, au 31 décembre 2013, est de 6,4 années.

## 10. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	<b>Relations clients</b>	<b>Ententes de non-concurrence</b>	<b>Total</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Coût</b>	<b>60 884 000</b>	<b>755 000</b>	<b>61 639 000</b>
<b>Amortissement cumulé :</b>			
Au 31 décembre 2011	34 605 639	434 332	35 039 971
Amortissement	6 088 400	75 500	6 163 900
Au 31 décembre 2012	40 694 039	509 832	41 203 871
Amortissement	6 088 400	75 500	6 163 900
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>46 782 439</b>	<b>585 332</b>	<b>47 367 771</b>
<b>Valeur comptable nette :</b>			
Au 31 décembre 2012	20 189 961	245 168	20 435 129
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>14 101 561</b>	<b>169 668</b>	<b>14 271 229</b>

## 11. GOODWILL

	\$
Coût :	
Au 31 décembre 2011	75 751 125
Dépréciation du goodwill	(28 862 000)
Au 31 décembre 2012	46 889 125
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>46 889 125</b>

### Test de dépréciation du goodwill

La Société a effectué le test de dépréciation annuel en date du 31 décembre 2013, selon sa méthode comptable décrite à la note 2. La valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie excédait la valeur comptable. Par conséquent, aucune dépréciation du goodwill n'a été enregistrée.

### *Méthode d'évaluation*

La Société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie pour déterminer la valeur d'utilité de l'unité génératrice de flux de trésorerie. Depuis le dernier test de dépréciation, la Société n'a pas apporté de changement à la méthode d'évaluation utilisée pour évaluer la dépréciation du goodwill.

### *Hypothèses significatives*

L'approche basée sur les produits est basée sur la valeur des flux de trésorerie futurs qu'une entreprise générera. La méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie, qui a été utilisée en date du 31 décembre 2013, nécessite de prévoir les flux de trésorerie et de les actualiser. Le processus d'actualisation utilise un taux de rendement qui correspond au risque rattaché aux activités de la Société ou à l'actif et tient compte de la valeur temporelle de l'argent. Cette approche nécessite des hypothèses relativement à la croissance ou la décroissance des produits d'exploitation, des marges bénéficiaires, des taux d'imposition et des taux d'actualisation.

### *Croissance ou décroissance des produits d'exploitation*

Les hypothèses utilisées étaient fondées sur le budget interne de la Société. La Société a prévu les produits d'exploitation, les marges bénéficiaires et les flux de trésorerie sur une période de quatre ans qui reflète la demande décroissante et a, par la suite, utilisé un taux de déclin perpétuel à long terme. Afin de déterminer ces projections, la Société s'est fondée sur l'expérience, les tendances économiques de même que les tendances de l'industrie et du marché.

## 11. GOODWILL – (suite)

### *Taux d'actualisation*

La Société a présumé un taux d'actualisation avant impôts afin de calculer la valeur actuelle de ses flux de trésorerie prévus. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») pour des sociétés comparables œuvrant dans des secteurs semblables. Le CMPC est une estimation du taux de rendement global requis sur un placement en titres de créance et de capitaux propres et sert de point de départ pour établir un taux d'actualisation approprié. La détermination du CMPC requiert une analyse séparée du coût des titres de capitaux propres et de créance, et considère une prime de risque basée sur une évaluation des risques liés aux prévisions des flux de trésorerie.

Les hypothèses clés utilisées lors du test de dépréciation étaient les suivantes :

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Taux d'actualisation avant impôts	17,8 %	15,6 %
Taux d'imposition	26,0 %	25,8 %
Taux de déclin perpétuel	3,0 %	3,0 %

### *Sensibilité*

Lors du test de dépréciation le plus récent, si le taux d'actualisation avait augmenté de 5,8 % ou si le taux de déclin perpétuel avait augmenté de 4,9 %, la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie aurait été égale à la valeur comptable, au 31 décembre 2013.

## 12. DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	<b>31 décembre 2013</b>	<b>31 décembre 2012</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Dettes fournisseurs	<b>6 578 912</b>	10 141 306
Charges à payer	<b>7 839 367</b>	8 016 283
	<b>14 418 279</b>	18 157 589

Les dettes fournisseurs et charges à payer ne portent pas intérêt et sont généralement payées dans les 20 à 60 jours.

### 13. PROVISIONS

Dans le cadre de l'acquisition de NPG Enveloppe (« NPG ») en 2007, d'Enveloppe Montréal Inc. (« Montréal ») en 2008 et de Pioneer Enveloppe Ltd. (« Pioneer ») en 2010, la Société a adopté un plan afin d'intégrer et de restructurer chacune des entreprises acquises. À ce titre, la Société a enregistré une provision relativement aux indemnités de départ et frais de réaffectation et de retrait pour certains employés et certaines installations des entreprises acquises. Au 31 décembre 2013, le solde de la provision pour frais de restructuration était de 0,4 million de dollars (0,4 million de dollars au 31 décembre 2012). Ce montant est lié à des indemnités de départ différées pour des employés en invalidité longue durée et est payable à vue.

Au cours de 2013, la Société a engagé des frais de restructuration additionnels relativement aux indemnités de départ et autres frais dans le cadre de la restructuration des activités de l'Ouest canadien. Tous ces frais ont été payés au cours de l'exercice 2013.

Le tableau suivant présente un sommaire des montants comptabilisés et payés relativement aux frais de restructuration :

	<b>31 décembre 2013</b>	<b>31 décembre 2012</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Solde, au début de l'exercice	<b>426 311</b>	656 567
Frais de restructuration passés en charges	<b>191 898</b>	—
Paiements au comptant	<b>(206 933)</b>	(230 256)
<b>Solde, à la fin de l'exercice</b>	<b>411 276</b>	426 311

### 14. FACILITÉS DE CRÉDIT GARANTIES

Au 31 décembre 2013, la Société disposait de facilités de crédit garanties comprenant une facilité de crédit d'exploitation renouvelable d'un montant pouvant atteindre 15 millions de dollars (20 millions de dollars au 31 décembre 2012) et une facilité d'emprunt à terme de 38 millions de dollars (45 millions de dollars au 31 décembre 2012). Comme permis dans la convention de crédit, la Société a demandé l'annulation de la facilité de crédit pour acquisitions et dépenses d'immobilisations de 25 millions de dollars en date du 22 février 2013. Aucun montant n'était prélevé sur cette facilité de crédit à cette date. En date du 7 août 2013, la facilité de crédit d'exploitation renouvelable d'un montant de 20 millions de dollars a été réduite à un montant de 15 millions de dollars, comme demandé par la Société. À cette date, un montant de 5 millions de dollars était prélevé sur cette facilité de crédit. Ces facilités portent intérêt à un taux variable fondé sur le taux préférentiel canadien ou le taux des acceptations bancaires, chacun majoré des marges applicables.

#### 14. FACILITÉS DE CRÉDIT GARANTIES – (suite)

La facilité de crédit renouvelable peut être affectée au refinancement des facilités de crédit existantes, au fonds de roulement et aux fins générales de la Société. La facilité de crédit renouvelable et la facilité d'emprunt à terme viennent à échéance le 4 novembre 2015. La facilité d'emprunt à terme est remboursable par versements de capital trimestriels de 1 187 500 \$. De plus, la Société devra effectuer annuellement un remboursement de capital d'un montant égal à 50 % de ses flux de trésorerie excédentaires, tel qu'il est défini dans la convention de crédit, si le ratio dette/BAIIA est supérieur à 2,50, ou 25 % advenant le cas où le ratio dette/BAIIA soit entre 2,50 et 2,00. Aucun remboursement additionnel de capital n'est requis si le ratio dette/BAIIA est inférieur à 2,00, ce qui était le cas en 2012 et 2013.

Les montants dus en vertu des facilités de crédit renouvelable et d'emprunt à terme sont les suivants :

	<b>31 décembre 2013</b>	<b>31 décembre 2012</b>
	\$	\$
Facilité de crédit renouvelable	—	5 000 000
Facilité d'emprunt à terme	<b>38 000 000</b>	45 000 000
Moins : Frais de financement reportés, montant net	<b>(416 966)</b>	(644 401)
	<b>37 583 034</b>	49 355 599
Tranche courante	<b>(4 750 000)</b>	(5 000 000)
Tranche non courante des facilités de crédit garanties	<b>32 833 034</b>	44 355 599

En vertu des modalités des facilités de crédit garanties, la Société est dans l'obligation, entre autres, de respecter certaines clauses restrictives. Au 31 décembre 2013, la Société respectait toutes ces clauses restrictives. Les facilités de crédit sont garanties par une hypothèque et une sureté réelle visant la totalité des actifs existants et futurs de la Société et de ses filiales.

Les remboursements minimums requis en vertu des facilités de crédit garanties sont comme suit :

	\$
2014	4 750 000
2015	33 250 000

Au 31 décembre 2013, le taux d'intérêt effectif sur les facilités de crédit renouvelable et d'emprunt à terme était de 3,53 % (3,54 % au 31 décembre 2012). Le 14 janvier 2011, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt d'un montant de 30 millions de dollars pour payer un taux fixe de 2,84 % jusqu'au 14 janvier 2016, excluant la marge applicable.

## 14. FACILITÉS DE CRÉDIT GARANTIES – (suite)

Les frais de financement sont comme suit :

	2013	2012
	\$	\$
Intérêts sur les facilités de crédit garanties	2 191 448	2 629 629
Intérêt sur l'obligation au titre des prestations de retraites constituées (note 4)	724 400	805 600
Autres intérêts	6 917	27 382
Amortissement des frais de financement reportés	227 435	229 556
Gain à l'évaluation de l'instrument financier dérivé (swap de taux d'intérêt)	(296 229)	(525 139)
	<b>2 853 971</b>	<b>3 167 028</b>

## 15. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

### Charge d'impôts sur le résultat

Les éléments importants composant la charge d'impôts enregistrée dans l'état consolidé des résultats sont comme suit :

	2013	2012
	\$	\$
<b>Charge d'impôts exigibles :</b>		
Charge d'impôts exigibles	4 712 466	3 786 262
<b>Charge d'impôt différé :</b>		
Reprise des différences temporelles	(799 502)	(1 207 923)
<b>Charge d'impôts sur le résultat</b>	<b>3 912 964</b>	<b>2 578 339</b>

L'impôt enregistré sur les autres éléments du résultat global est comme suit :

	2013	2012
	\$	\$
Impôt différé attribuable à des éléments crédités directement aux capitaux propres durant l'exercice :		
Charge (avantage) d'impôt différé attribuable aux gains (pertes) actuariel(le)s sur les régimes de retraite à prestations définies	7 069 220	(1 143 085)
Avantage d'impôt différé attribuable aux pertes actuarielles constatées sur l'obligation au titre des avantages complémentaires de retraite	(85 772)	(7 810)
<b>Avantage d'impôt différé enregistré directement dans les autres éléments du résultat global</b>	<b>6 983 448</b>	<b>(1 150 895)</b>

## 15. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT – (suite)

La charge d'impôts sur le résultat diffère de la charge qui aurait été obtenue en appliquant le taux d'imposition canadien combiné (taux fédéral et provinciaux) en raison des éléments suivants :

	2013 \$	2012 \$
Résultat avant les impôts sur le résultat	15 444 012	(17 067 537)
Charge (reprise) d'impôts sur le résultat au taux combiné (fédéral et provinciaux) prévu par la loi de 25,9 %	4 006 177	(4 418 785)
Incidence de la dépréciation de l'écart d'acquisition non déductible aux fins fiscales	—	6 969 268
Incidence de la variation des taux d'imposition en vigueur	(3 061)	43 331
Charges non déductibles et autres	(90 152)	(15 475)
<b>Charge d'impôts sur le résultat</b>	<b>3 912 964</b>	<b>2 578 339</b>

La variation des taux d'imposition prévus par la loi est causée principalement par la diminution du taux d'impôt fédéral et ontarien des sociétés, de même que par une variation dans la répartition des résultats de la Société entre les différentes juridictions qui calculent l'impôt à des taux différents.

### Impôt différé

L'impôt différé se rapporte aux éléments suivants :

	État consolidé de la situation financière		État consolidé des résultats	
	31 décembre 2013 \$	31 décembre 2012 \$	2013 \$	2012 \$
<b>Actifs d'impôt différé</b>				
Goodwill	1 745 681	1 932 948	187 267	(307 780)
Passif financier dérivé	247 858	323 898	76 040	132 861
Divers	332 843	355 529	108 458	155 221
Pertes autres qu'en capital	16 407	31 684	15 276	130 439
	<b>2 342 789</b>	<b>2 644 059</b>	<b>387 041</b>	<b>110 741</b>
<b>Passifs d'impôt différé</b>				
Immobilisations corporelles	3 071 711	3 310 146	238 435	138 192
Immobilisations incorporelles	2 918 583	4 422 905	1 504 321	1 468 470
Actif au titre des prestations de retraite constituées	2 118 455	(5 657 000)	(706 267)	(436 348)
Divers	217 011	391 582	150 054	148 350
	<b>8 325 760</b>	<b>2 467 633</b>	<b>1 186 543</b>	<b>1 318 664</b>
<b>Recouvrement d'impôt différé</b>			<b>(799 502)</b>	<b>(1 207 923)</b>
<b>Actifs (passifs) d'impôt différé, montant net</b>	<b>(5 982 971)</b>	<b>176 426</b>		

## 15. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT – (suite)

### *Rapprochement des (passifs) actifs d'impôt différé nets*

	2013 \$	2012 \$
Solde, au début de l'exercice	176 426	(2 182 392)
Recouvrement d'impôts au cours de l'exercice, enregistré dans l'état consolidé des résultats	799 502	1 207 923
Avantage d'impôt enregistré dans les autres éléments du résultat global	(6 983 448)	1 150 895
Autres	24 549	—
<b>Solde, à la fin de l'exercice</b>	<b>(5 982 971)</b>	176 426

## 16. CAPITAL-ACTIONS

Un nombre illimité d'actions ordinaires peuvent être émises. Chaque action ordinaire représente la participation indivise proportionnelle d'un actionnaire dans la Société. Chaque action ordinaire confère à son détenteur une voix à toutes les assemblées des actionnaires et lui permet de participer également et proportionnellement à toutes les distributions de la Société, le cas échéant, et, dans l'éventualité d'une distribution obligatoire de la totalité des biens de la Société, à l'actif net de la Société restant après le règlement de toutes les dettes de celle-ci.

La variation du capital-actions est comme suit :

	Nombre d'actions ordinaires	Capital- actions \$
Solde, au 31 décembre 2011	29 297 767	10 000 000
Rachat de capital-actions pour annulation	(336 900)	(114 992)
Solde, au 31 décembre 2012	28 960 867	9 885 008
<b>Solde, au 31 décembre 2013</b>	<b>28 960 867</b>	<b>9 885 008</b>

Dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités ayant débuté le 5 décembre 2011, la Société pouvait acheter, à des fins d'annulation, un maximum de 1 500 000 actions ordinaires jusqu'au 4 décembre 2012. Au cours de la période de douze mois terminée le 31 décembre 2012, la Société a racheté aux fins d'annulation 336 900 actions ordinaires à des prix se situant entre 1,05 \$ et 1,62 \$ par action ordinaire et a ainsi conclu son offre publique de rachat dans le cours normal des activités. L'excédent du coût des actions ordinaires sur leur valeur comptable moyenne de 315 729 \$ a été comptabilisé en réduction du surplus d'apport à la Société.

## 17. FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION ET CHARGES OPÉRATIONNELLES

	2013	2013
		Redressé
	\$	(note 4)
		\$
Salaires	30 652 836	33 513 477
Charges sociales	5 063 211	4 999 024
Charges de régimes de retraite (note 9)	(1 128 700)	2 820 900
Avantages complémentaires de retraite (note 9)	22 400	27 200
Charge du régime de rémunération à base d'actions	(42 238)	(2 048)
Charges d'avantages du personnel	34 567 509	41 358 553
Matières premières et autres achats	50 456 121	50 832 904
Autres	15 964 278	15 076 212
	<b>100 987 908</b>	<b>107 267 669</b>

## 18. DIVIDENDES

Les dividendes déclarés du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2013 sont comme suit :

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de paiement	Par action \$	Dividende \$
20 février 2013	4 mars 2013	15 mars 2013	0,03	868 826
6 mai 2013	31 mai 2013	14 juin 2013	0,03	868 826
1 <sup>er</sup> août 2013	16 août 2013	30 août 2013	0,03	868 826
7 novembre 2013	30 novembre 2013	13 décembre 2013	0,04	1 158 435
<b>Total</b>				<b>3 764 913</b>

Les dividendes déclarés du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2012 sont comme suit :

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de paiement	Par action \$	Dividende \$
15 février 2012	29 février 2012	15 mars 2012	0,03	878 933
7 mai 2012	31 mai 2012	15 juin 2012	0,03	878 933
31 juillet 2012	31 août 2012	17 septembre 2012	0,03	878 210
8 novembre 2012	30 novembre 2012	17 décembre 2012	0,03	869 876
<b>Total</b>				<b>3 505 952</b>

## 19. ENGAGEMENT, ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES

### Engagements de contrats de location simple

La Société a conclu des contrats de location simple principalement à l'égard des bâtiments.

Les paiements minimums exigés en vertu de ces contrats de location sont comme suit :

	31 décembre 2013 \$	31 décembre 2012 \$
Moins d'un an	1 578 168	1 719 418
Plus d'un an, mais moins de cinq ans	4 074 549	4 827 585
Plus de cinq ans	357 286	830 096
	<b>6 010 003</b>	<b>7 377 099</b>

### Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à divers réclamations, litiges et poursuites. Ces litiges peuvent comporter de nombreuses incertitudes, et l'issue de chaque cause est imprévisible. De l'avis de la direction, le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Société.

### Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des ententes qui possèdent des caractéristiques correspondant à la définition d'une garantie. Ces ententes peuvent exiger que la Société compense les autres parties de l'entente pour les coûts engagés et les pertes subies par suite de divers événements, notamment le non-respect de déclarations et de garanties, la perte de droits de propriété ou les dommages à la propriété, les réclamations pouvant découler de la prestation de services et les obligations environnementales. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties aux contreparties comme suit :

### *Contrats de location simple*

La Société s'est engagée en vertu de clauses générales d'indemnisation, en tant que preneur dans le cadre de nombreux contrats de location, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces contrats de location viennent à échéance à différentes dates jusqu'en septembre 2019. Certains contrats de location comportent des options de renouvellement. La nature de ces contrats varie de l'un à l'autre, ce qui empêche la Société d'évaluer le montant total éventuel qu'il pourrait être tenu de verser aux bailleurs. Par le passé, la Société n'a pas eu à verser de montants importants en vertu de ces contrats et possède une couverture d'assurance pour certaines des obligations contractées. Au 31 décembre 2013, la Société n'avait constaté aucun passif lié à ces indemnités.

## 20. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La rémunération des principaux dirigeants de la Société est comme suit :

	2013	2012
	\$	\$
Avantages sociaux à court terme	1 342 665	1 645 459
Avantages postérieurs à l'emploi	52 627	77 409
Paiements fondés sur des actions	(42 238)	(2 048)
	<b>1 353 054</b>	<b>1 720 820</b>

Les montants indiqués dans ce tableau représentent les montants enregistrés à titre de charge concernant les principaux dirigeants durant les exercices correspondants.

Au cours de la période de douze mois terminée le 31 décembre 2013, la Société a reçu, dans le cours normal de ses activités, des services d'un actionnaire important, Clarke Inc., et de ses filiales pour un montant de 239 493 \$ (2012 117 891 \$).

## 21. INSTRUMENTS FINANCIERS

### Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers inclus dans les états de la situation financière sont comme suit :

31 décembre 2013	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par le biais du résultat net	Dérivés	Autres passifs financiers	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie	—	1 506 205	—	—	<b>1 506 205</b>
Créances clients	17 375 214	—	—	—	<b>17 375 214</b>
Dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	(14 418 279)	<b>(14 418 279)</b>
Provisions	—	—	—	(411 276)	<b>(411 276)</b>
Facilités de crédit garanties	—	—	—	(38 000 000)	<b>(38 000 000)</b>
Passif financier dérivé	—	—	(954 925)	—	<b>(954 925)</b>
<b>Total</b>	<b>17 375 214</b>	<b>1 506 205</b>	<b>(954 925)</b>	<b>(52 829 555)</b>	<b>(34 903 061)</b>

## 21. INSTRUMENTS FINANCIERS – (suite)

31 décembre 2012	Prêts et créances \$	Actifs à la juste valeur par le biais du résultat net \$	Dérivés \$	Autres passifs financiers \$	Total \$
Trésorerie	—	5 093 876	—	—	5 093 876
Créances clients	15 071 817	—	—	—	15 071 817
Dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	(18 157 589)	(18 157 589)
Provisions	—	—	—	(426 311)	(426 311)
Facilités de crédit garanties	—	—	—	(50 000 000)	(50 000 000)
Passif financier dérivé	—	—	(1 251 154)	—	(1 251 154)
<b>Total</b>	<b>15 071 817</b>	<b>5 093 876</b>	<b>(1 251 154)</b>	<b>(68 583 900)</b>	<b>(49 669 361)</b>

### Justes valeurs

La valeur comptable des facilités de crédit garanties se rapproche de leur juste valeur compte tenu de leur nature et du taux d'intérêt variable.

La juste valeur du swap de taux d'intérêt est évaluée en utilisant une technique d'évaluation généralement acceptée, soit la valeur actualisée de la différence entre la valeur du swap selon les taux d'intérêt variables (estimés selon la courbe des taux d'intérêt prévus) et la valeur du swap selon le taux d'intérêt fixe de ce swap. Le risque de crédit de la Société est également considéré dans la détermination de cette juste valeur.

Pour le swap de taux d'intérêt et les facilités de crédit garanties, la Société a classé l'évaluation à la juste valeur au niveau 2, car elle repose essentiellement sur des données observables sur le marché, soit des taux d'intérêt.

### Gestion des risques découlant des instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques financiers, dont le risque de crédit, le risque d'illiquidité et le risque de marché. Afin de limiter l'incidence de ces risques sur ces produits, charges et flux de trésorerie, la Société peut recourir à l'utilisation d'instruments financiers dérivés. Le gestionnaire de la Société est responsable de l'établissement des niveaux de risques acceptables, et il n'utilise les instruments financiers dérivés que pour gérer les risques, les engagements ou les obligations existants ou prévus, à la lumière de son expérience passée.

## 21. INSTRUMENTS FINANCIERS – (suite)

### Risque de crédit

Le risque de crédit provient de la trésorerie et des créances clients. L'encaisse de la Société est investie dans des banques canadiennes de l'Annexe 1 afin d'atténuer celui-ci.

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à respecter leurs obligations comme convenu. Le risque de crédit lié aux créances clients est atténué par les activités de surveillance mises en place, par l'absence de concentration de la clientèle et par la base diversifiée de clients. Par le passé, la Société n'a jamais eu à radier un montant appréciable de créances clients. En date du 31 décembre 2013 et du 31 décembre 2012, le total des créances clients en retard de paiement depuis plus de 90 jours était de moins de 5 % (voir note 6). La Société ne détient aucune sûreté additionnelle à titre de garantie.

### Risque d'illiquidité

La Société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis selon les modalités de ses engagements et à un prix raisonnable. La Société gère ce risque en s'assurant d'avoir un montant suffisant de trésorerie et en ayant recours au besoin à sa facilité de crédit renouvelable. La Société examine constamment les flux de trésorerie prévus et réels pour s'assurer d'avoir accès à des facilités de crédit appropriées. La Société examine constamment son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt et a décidé de conclure un swap de taux d'intérêt (voir note 14).

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés des passifs financiers non dérivés et dérivés selon leurs échéances, soit la durée restante entre le 31 décembre et la date d'échéance contractuelle de l'obligation.

<b>31 décembre 2013</b>	<b>Moins de 3 mois \$</b>	<b>3 - 12 mois \$</b>	<b>1 - 5 ans \$</b>	<b>Total \$</b>
Dettes fournisseurs et charges à payer	14 418 279	—	—	14 418 279
Provisions	411 276	—	—	411 276
Facilités de crédit garanties	1 187 500	3 562 500	33 250 000	38 000 000
Passif financier dérivé	118 000	353 999	491 666	963 665
	<b>16 135 055</b>	<b>3 916 499</b>	<b>33 741 666</b>	<b>53 793 220</b>

  

<b>31 décembre 2012</b>	<b>Moins de 3 mois \$</b>	<b>3 - 12 mois \$</b>	<b>1 - 5 ans \$</b>	<b>Total \$</b>
Dettes fournisseurs et charges à payer	18 157 589	—	—	18 157 589
Provisions	426 311	—	—	426 311
Facilités de crédit garanties	1 250 000	3 750 000	45 000 000	50 000 000
Passif financier dérivé	85 500	256 500	358 435	700 435
	<b>19 919 400</b>	<b>4 006 500</b>	<b>45 358 435</b>	<b>69 284 335</b>

## 21. INSTRUMENTS FINANCIERS – (suite)

### **Risque du marché**

Le risque du marché est le risque que les variations de valeur du marché dues à des fluctuations des taux de conversion sur devises et des taux d'intérêt entraînent une variation de la juste valeur des instruments financiers de la Société. L'objectif de la gestion du risque du marché est de limiter et de contrôler l'exposition à ce risque à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant le rendement lié à ce risque.

#### *Risque de taux d'intérêt*

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt surtout sur ses facilités de crédit garanties. La Société gère son risque de taux d'intérêt en s'assurant d'avoir un portefeuille équilibré de prêts à taux fixe et variable. En outre, la fluctuation des taux d'intérêt pourrait avoir une incidence sur les charges d'intérêts de sa facilité de crédit renouvelable et sa facilité de crédit à terme et sur les produits réalisés sur sa trésorerie. La Société investit sa trésorerie dans des instruments très liquides afin de protéger son capital et de générer un rendement raisonnable.

Le 31 décembre 2013, si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, toutes choses étant égales par ailleurs, le résultat net de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 aurait été supérieur ou inférieur de 32 060 \$ (2012 48 697 \$).

#### *Risque de change*

La Société est exposée aux fluctuations du taux de change américain étant donné qu'une partie de ses activités sont menées aux États-Unis et qu'une portion des acquisitions et des dépenses en capital sont contractées en dollars américains. La Société revoit régulièrement son exposition aux fluctuations du taux de change américain et a décidé de ne pas conclure de transactions sur dérivés pour l'instant étant donné que le risque n'est pas important.

Au 31 décembre 2013, les passifs financiers nets en dollars canadiens de la Société, libellés en devises américaines, s'établissaient à 1 350 485 \$ (2012 – 2 690 690 \$).

Le 31 décembre 2013, si le dollar canadien avait varié de 5 %, à la hausse ou à la baisse, en comparaison avec le dollar américain sur les instruments financiers détenus à cette date, toutes choses étant égales par ailleurs, le résultat net de la Société pour l'exercice clos à cette date aurait été supérieur ou inférieur de 67 524 \$ (2012 – 134 535 \$), alors que les autres éléments du résultat global n'auraient pas varié.

## 21. INSTRUMENTS FINANCIERS – (suite)

### Gestion du capital

Le capital de la Société est composé des droits des actionnaires et des facilités de crédit garanties. La Société maintient son capital à un niveau approprié pour atteindre plusieurs objectifs, à savoir :

- assurer la pérennité de son capital afin de poursuivre ses activités opérationnelles;
- respecter certaines clauses restrictives financières en vertu des facilités de crédit garanties;
- préserver sa flexibilité financière dans le but de saisir d'éventuelles occasions, lorsqu'elles surviennent; et
- assurer la croissance soutenue de la valeur des actions.

La Société évalue continuellement la suffisance de sa structure du capital et fait des ajustements en fonction de sa stratégie, de la conjoncture économique et des caractéristiques de risque de l'entreprise pour atteindre les objectifs susmentionnés. La Société surveille également de près son capital afin de s'assurer de respecter les ratios BAIIA/facilités de crédit garanties et de couverture de charges fixes comme il est défini dans la convention de crédit.

La structure de capital de la Société est constituée des capitaux propres, des facilités de crédit garanties moins la trésorerie. La structure de capital se présente comme suit :

	<b>31 décembre 2013</b>	<b>31 décembre 2012</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Facilités de crédit garanties	<b>38 000 000</b>	50 000 000
Trésorerie	<b>(1 506 205)</b>	(5 093 876)
Dette nette	<b>36 493 795</b>	44 906 124
Capitaux propres	<b>65 623 376</b>	37 906 900

La Société n'est assujettie à aucune exigence liée à son capital, à l'exception de certaines restrictions provenant des conditions dans ses ententes de facilités de crédit garanties, liées surtout aux acquisitions permises.

## **22. INFORMATIONS SECTORIELLES**

La Société exerce ses activités dans un seul secteur d'activité, soit la fabrication et la vente d'enveloppes. Au 31 décembre 2013, les actifs non courants de la Société totalisaient 94 437 158 \$ au Canada et 765 294 \$ aux États-Unis (au 31 décembre 2012 – 94 919 075 \$ et 846 307 \$, respectivement). Les produits d'exploitation de la Société se sont élevés à 116 733 296 \$ au Canada et 12 233 112 \$ aux États-Unis pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, selon l'emplacement des clients (2012 120 318 758 \$ au Canada et 11 555 873 \$ aux États-Unis, respectivement).

## **23. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR**

Le 19 février 2014, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,04 \$ par action ordinaire, payable le 14 mars 2014 aux porteurs inscrits à la fermeture des bureaux le 28 février 2014.